

MESSAGE N° 204
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur la
Haute Ecole fribourgeoise de travail social

14 juin 2005

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur la Haute Ecole fribourgeoise de travail social.

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

1. Présentation générale
 - 1.1 Situation, contexte et enjeux
 - 1.2 Histoire et développement de la HEF-TS
 - 1.3 Statut juridique
 - 1.4 Financement de la HEF-TS
 - 1.5 Personnel
 - 1.6 Bâtiments
 - 1.7 Conclusions
2. Commentaire des articles

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Situation, contexte et enjeux

La Haute Ecole fribourgeoise de travail social (HEF-TS) est une institution de droit privé dont le support juridique repose sur l'Association fribourgeoise des institutions pour personnes handicapées et inadaptées (AFIH). Le présent projet de loi vise l'octroi à cette école du statut d'établissement de droit public.

En 2001, suite à la demande déposée par le canton de Fribourg, l'Ecole supérieure de travail social (ESTS), selon sa dénomination de l'époque, a été homologuée comme site de formation de la Haute Ecole santé-social de Suisse romande (HES-S2) conjointement avec l'Ecole du personnel soignant (EPS). Avec l'adhésion à la convention créant la HES-S2, le canton s'engageait à verser la contribution cantonale à la HES-S2 (forfaits pour les étudiants fribourgeois envoyés dans le réseau HES-S2 plus frais de développement et de coordination), à prendre en charge les frais de l'école non couverts par les forfaits-étudiants de la HES-S2 et à réexaminer le statut de la HEF-TS.

L'octroi du statut de droit public mettra cette haute école au même niveau que les autres sites fribourgeois de la HES-SO ou HES-S2, à savoir l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes (EIAF), la Haute Ecole de gestion (HEG), ainsi que les filières HES de l'EPS qui forment la Haute Ecole de Santé Fribourg (HEdS-FR).

Il est prévu dans un proche avenir de réunir administrativement les quatre sites de niveau HES du canton dans le cadre d'une Haute Ecole fribourgeoise (HEF). Les travaux législatifs pour la création de cet établissement HES cantonal sont actuellement en cours et le Grand Conseil en sera bientôt informé.

L'adoption du présent projet de loi permettra de respecter l'engagement pris auprès de la HES-S2 et facilitera le moment venu l'intégration de la HEF-TS au sein de la Haute Ecole fribourgeoise.

1.2 Histoire et développement de la HEF-TS

L'actuelle Haute Ecole fribourgeoise de travail social (HEF-TS) a été fondée en 1972 comme Ecole d'éducateurs spécialisés de Fribourg, ceci grâce à l'initiative de

l'Association fribourgeoise des institutions pour personnes handicapées et inadaptées (AFIH) qui agit jusqu'à présent en caractère de support juridique.

En 1977, l'AFIH passait une convention avec les cantons de Fribourg, Vaud et Neuchâtel qui s'engageaient à contribuer aux frais d'exploitation de l'école selon une clé de répartition tenant compte du nombre d'étudiants de chaque canton. En 1982, cette convention fut élargie au canton du Jura. Les cantons concordataires ont reçu le droit d'être représentés dans le Comité de direction.

Outre les contributions des cantons, l'école bénéficiait de subventions de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et, dès 1992, de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES).

En 2000, l'école a été reconnue en tant qu'Ecole supérieure de travail social par l'Office fédéral de la formation professionnelle (OFFT) et la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

En 2001, suite à la demande déposée par le canton de Fribourg, l'école a été homologuée comme site de formation de la future Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2). Dans ce cadre, la nécessité de réviser son statut juridique a été relevée.

Suite à l'ouverture des premières filières HES en 2002, la HEF-TS accueille actuellement 234 étudiants et étudiantes dans des filières à plein temps et en emploi. L'école a vécu un développement important ces dernières années. Le nombre d'étudiants est passé de 70 en 2000 à 285 qui devraient fréquenter l'école à l'automne 2005, au moment où le programme HES sera complet.

Dès la rentrée 2005/06, la HEF-TS offrira, en plus de la formation en Education sociale, une nouvelle filière de Service social. Cet élargissement de l'offre de formation se fera avec les ressources actuelles et sans augmentation du nombre d'étudiants.

1.3 Statut juridique

Depuis sa création, en 1972, l'Ecole d'éducateurs spécialisés connaissait le statut d'une école associative reposant sur l'AFIH comme support juridique.

Lors de l'homologation de la HEF-TS en tant que site de formation de la HES-S2, le Comité stratégique a demandé que l'école trouve un statut propre.

Dans un rapport élaboré par la Direction de la santé et des affaires sociales et soumis au Conseil d'Etat en 2001 fut évoquée la possibilité de réunir la HEF-TS et les filières HES de l'EPS dans une fondation de droit public.

Au 1^{er} janvier 2003, la compétence cantonale en matière d'enseignement professionnel des degrés secondaire 2 et tertiaire dans le domaine des formations santé-social est passée de la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) (OADir du 12 mars 2002).

Après le transfert des formations santé-social dans sa compétence, la DICS a demandé, en mai 2003, à M. Peter Hänni, professeur de droit constitutionnel et administratif à l'Université de Fribourg, d'étudier les différents modèles juridiques pour les sites de formation fribourgeois de la HES-S2, notamment la HEF-TS.

Dans son avis de droit rendu au début 2004, le professeur Hänni recommandait de ne pas suivre la proposition initiale prévoyant la fusion de la HEF-TS et de la HEdS-FR

dans une fondation de droit public, mais de faire de la HEF-TS un établissement cantonal en lui octroyant un statut de droit public sans personnalité morale. Il a confirmé que, compte tenu de l'évolution de l'école durant les dernières années, son statut associatif reposant sur l'AFIH devait être qualifié de précaire.

Selon l'expert, l'octroi du droit public mettra la HEF-TS au même niveau que les autres établissements HES du canton ce qui facilitera, le moment venu, son intégration dans la Haute Ecole spécialisée fribourgeoise (HEF) qui réunira toutes les filières HES (technique, gestion, santé, social, musique) dans une même loi.

Avec son intégration dans le réseau HES-S2, ses liens financiers et organisationnels étroits avec le canton ainsi qu'un règlement interne du personnel qui est aligné sur la législation relative au personnel de l'Etat, la HEF-TS connaît déjà un fonctionnement assimilable à un établissement cantonal.

Sur la base de ce constat, la DICS a entrepris des négociations avec l'AFIH en tant que support juridique en vue de préparer, sous réserve de la décision du Grand Conseil, le transfert de l'école dans la sphère d'attribution de l'Etat. Ainsi, en juin 2004, les deux partenaires ont signé un accord de principe relatif à ce transfert dont les lignes directrices ont ensuite été développées dans une convention approuvée par le Conseil d'Etat et adoptée, en décembre 2004, par l'assemblée générale extraordinaire de l'AFIH.

L'octroi du statut de droit public demandera quelques adaptations internes, mais n'impliquera pas de changements fondamentaux pour le personnel et le fonctionnement actuel de l'école. La direction et le personnel de l'école ont régulièrement été informés durant les travaux législatifs et ont de plus été invités à prendre position dans le cadre de la procédure de consultation.

1.4 Financement de la HEF-TS

La HEF-TS est, comme la HEdS-FR, intégrée au système financier de la HES-S2 (v. schéma ci-dessous). Les ressources des écoles sont les montants perçus directement (taxes de cours, revenus de mandats ou travaux de recherche) et surtout les montants versés par la HES-S2 (forfaits-étudiant, forfaits pour la location, impulsions du fonds stratégique de développement).

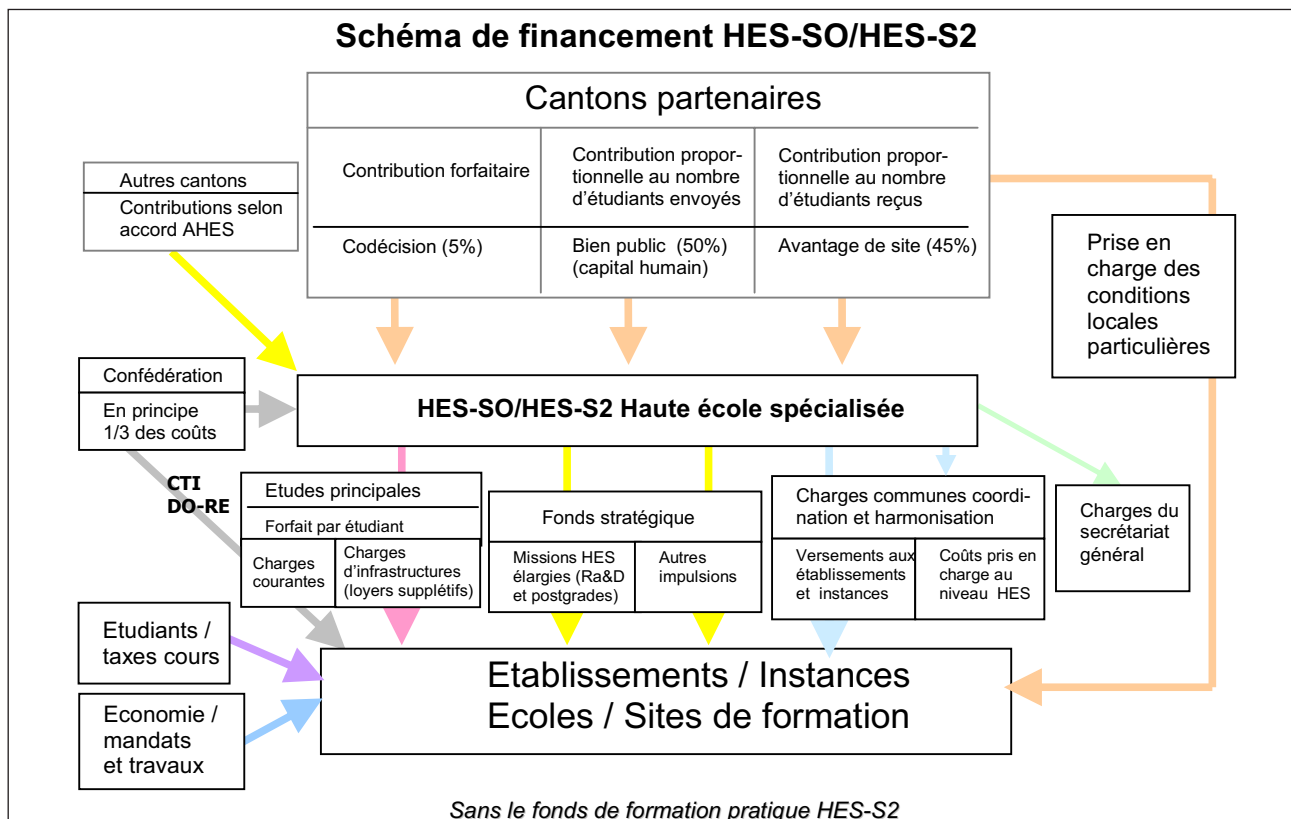
Selon la convention HES-S2 (article 44), le canton-siège prend en charge le solde des dépenses non couvert par les sommes perçues directement et les montants provenant de la HES-S2.

Le canton verse à la HES-S2 une contribution annuelle qui figure au budget 2005 à la position budgétaire 351.005 «Contribution à la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale» du centre de charges 3200 DIPC. Depuis l'ouverture de la HES-S2, le canton de Fribourg a pris en charge les montants suivants:

2003:	9 864 909 fr.
2004:	11 564 656 fr.
2005:	12 963 720 fr. (budget)

Cette contribution est composée de quatre parts (art. 43):

- une contribution forfaitaire;
- une contribution versée par chaque canton proportionnellement au nombre de ses étudiant-e-s dans la HES-S2;
- une contribution versée par les cantons-sièges proportionnellement au nombre d'étudiant-e-s accueilli-e-s dans les sites de formation sis dans le canton;
- une contribution au fonds de formation pratique (à partir de 2004).



Relevons ici que le financement de l'École d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg (EIAF) et de la Haute Ecole de gestion (HEG) est assuré sur la base du concordat de la HES-SO qui fonctionne selon les mêmes principes que la convention HES-S2. Une convention unique SO/S2 est en voie d'élaboration au niveau intercantonal et sera soumise aux parlements cantonaux d'ici une année ou deux. Dans les domaines technique, gestion, sciences vertes et design, la Confédération prend en charge un tiers des frais, alors que pour les formations santé-social, nouvellement soumises à la législation fédérale, cette participation se limite à des subventions d'intégration de 20 millions par année, ce qui ne représente que 10 % environ des charges de ces domaines. Dans le cadre du Message recherche, technologie et formation 2008–2011, il est prévu d'adapter le subventionnement fédéral des domaines santé-social au taux d'un tiers inscrit dans la loi.

Aperçu de la situation financière de la HEF-TS

Année	Charges (budget)	Produits (budget)	Excédent charges (budget)	Excédent charges (comptes)
2003	3,403 mio	3,218 mio	185 000	1 800
2004	4,233 mio	3,970 mio	263 000	40 000*
2005	5,136 mio	4,920 mio	216 000	

* absorbé par les excédents favorables des exercices précédents reportés au bilan selon la convention intercantonale régissant le régime ESTS

Le budget de la HEF-TS dépend fortement de facteurs externes que l'école ne domine pas à elle seule, notamment du montant du forfait-étudiant octroyé par la HES-S2 ainsi que des effectifs des étudiants et de leur stabilité (candidatures; immatriculations; abandons). Grâce à une gestion financière très stricte, la HEF-TS a, ces dernières années, fait preuve d'une maîtrise budgétaire remarquable. La mise en place du programme HES avec la croissance progressive de l'effectif des étudiants (première volée en automne 2002; cycle complet à partir de l'automne 2004) ainsi que le développement exigé des missions HES (recherche appliquée; prestations à des tiers; formation continue) ont eu pour effet une augmentation des charges observée ces dernières années, augmentation qui se poursuivra jusqu'en 2006. Jusqu'à présent, cette augmentation des charges a été couverte par une augmentation proportionnelle des produits, les deux étant liées à la croissance du nombre d'étudiants. Toutefois, plusieurs exigences du profil HES ne sont pas encore entièrement remplies par l'école. Il s'agit en particulier de la mise à disposition du corps enseignant du temps nécessaire au perfectionnement personnel ainsi que pour l'activité de recherche appliquée. Il est aussi difficile d'évaluer à ce stade les coûts de l'introduction du nouveau programme d'études conforme à la Déclaration de Bologne. En particulier, la participation de la HEF-TS à la mise en place d'un éventuel programme de Master nécessitera des ressources supplémentaires. Il s'agit là cependant d'une question encore ouverte.

Etant donné que les contributions de la HES-S2 sont versées, suite au clearing, en fin d'année civile, l'Administration des finances octroie depuis 2003, moyennant intérêts, une avance remboursable afin que l'école dispose des liquidités nécessaires à son fonctionnement (ACE du 17 mai 2003).

1.5 Personnel

34,60 équivalents plein temps, dont 21,80 occupés par du personnel académique, sont inscrits au budget 2005 de la

HEF-TS. En plus, l'école fait appel à des intervenants externes. Ces charges de cours occasionnelles ne sont pas comptabilisées dans les effectifs. Elles représentent environ 2 EPT.

Afin d'assurer le fonctionnement normal de la HEF-TS, l'entier de son personnel académique et administratif actuel sera repris. Comme déjà mentionné ci-dessus, les charges liées au personnel font déjà partie du financement assuré par le canton. Les conditions salariales et les charges sociales sont équivalentes à celles pratiquées par l'Etat. Cette reprise ne provoquera donc pas de nouveaux coûts. Dès la reprise, les personnes travaillant à la HEF-TS seront soumises aux mêmes conditions d'engagement que le personnel des autres hautes écoles du canton.

Selon les exigences de la loi fédérale sur les HES, la HEF-TS est également active par son personnel académique, d'une part, et par des collaborateurs ponctuels, d'autre part, dans la recherche appliquée, dans les prestations à des tiers et dans la formation continue. Les collaborateurs ponctuels sont engagés par contrat de durée limitée et ne sont pas comptabilisés dans les effectifs. Leur nombre varie en effet en fonction des mandats assurés par la HEF-TS et leur coût est intégralement compensé par des produits provenant de ces mandats.

1.6 Bâtiments

Le développement que l'école a vécu ces dernières années a modifié ses besoins en locaux. En 1998, l'école a déménagé de son emplacement initial à la route du Château d'Affry 19, à Givisiez, pour s'installer à la rue Jean-Prouvé 10, toujours à Givisiez. Progressivement, cette location principale a dû être élargie par des locaux supplémentaires dans les bâtiments voisins. Ainsi, des surfaces ont été louées dans les environs immédiats, à la rue Jean-Prouvé 4, 8 et 15, ainsi que dans le bâtiment de l'entreprise Logista à la route du Tir fédéral. La HEF-TS dispose actuellement des locaux totalisant 2790 m².

En mai 2003, un groupe de travail a été mandaté par la DICS afin de clarifier l'utilisation des locaux par les formations des domaines santé et social offertes par l'EPS et la HEF-TS en vue d'un éventuel regroupement des deux écoles sur un site unique. Le rapport déposé en décembre 2004 conclut qu'un tel regroupement n'est pas prioritaire et qu'il s'agit plutôt de promouvoir la collaboration entre toutes les filières du niveau HES du canton. Ainsi, un emplacement de la HEF-TS à proximité des autres Hautes écoles est visé à moyen terme.

Dans l'intervalle, les locations actuelles ont été prolongées pour une durée de dix ans. Il importe cependant de relever que les surfaces qui ont été louées dans les locaux proches du bâtiment principal de la rue Jean-Prouvé 10 sont des bureaux ou des locaux industriels mal adaptés à l'enseignement. Des salles de cours font défaut. La situation devrait encore s'aggraver avec l'entrée en formation, à l'automne 2005, du nombre complet des étudiants de toutes les années de formation HES, ainsi qu'avec l'introduction du système de Bologne à partir de 2006. Le coût généré par ces locations multiples qui s'élève à 490 000 francs au budget 2005 doit être pris en compte en vue de la recherche d'une solution à terme.

Ainsi, indépendamment de l'objectif souhaitable du rapprochement du Plateau de Pérolles, un emplacement nouveau pour la HEF-TS devra être trouvé. A ce stade, il n'est pas possible d'estimer l'investissement nécessaire,

celui-ci étant différent selon qu'il s'agira de réaliser une nouvelle construction ou d'adapter un bâtiment existant. Seule une étude détaillée des besoins en locaux de l'école permettra d'affiner l'analyse et de saisir le moment venu le Grand Conseil.

1.7 Conclusions

- Suite à son intégration dans la HES-S2, la HEF-TS, actuellement encore école associative portée par l'AFIH, doit disposer d'un statut juridique propre. Un protocole d'accord et une convention ont préparé le transfert de l'AFIH au canton.
- L'octroi du statut de droit public ne fait que confirmer la situation actuelle de l'école. En tant que site de la HES-S2, la HEF-TS est soumise à la surveillance du canton. Le fonctionnement à l'interne et le statut du personnel sont déjà alignés sur les dispositions de l'Etat.
- La HEF-TS est intégrée dans le système financier de la HES-SO/S2 alimenté par les cantons conventionnés. La cantonalisation n'apporte aucune modification du financement. L'école se distingue par une gestion financière stricte et couvre pratiquement ses frais avec les contributions provenant de la HES-S2 (forfaits-étudiant; loyers supplémentifs; montants d'impulsion). L'augmentation prévisible des frais à la charge du canton est due aux exigences de niveau HES, notamment le développement de la recherche et de la formation continue.
- La loi cantonale sur la HEF-TS met l'école au même niveau institutionnel que les autres écoles de type HES du canton (HEdS-FR, EIAF, HEG). Cette harmonisation facilitera la réunion prévue de ces quatre établissements dans la Haute Ecole fribourgeoise (HEF), dont la base légale est actuellement en élaboration.

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le projet tient compte de la modification du 17 décembre 2004 de la Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES) dont l'entrée en vigueur est prévue au 1^{er} septembre 2005.

Art. 1 et 2

En instituant la Haute Ecole fribourgeoise de travail social (ci-après: HEF-TS), l'article premier rappelle que cet établissement est de niveau universitaire et qu'il est régi par la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées.

L'institution en question est un établissement de droit public dépourvu de la personnalité morale et rattaché administrativement selon l'article 49 al. 2 de la Loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS; ci-après: Direction).

L'institution fait partie de la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (ci-après: HES-S2). L'intégration de la HES-S2 dans la HES-SO est en cours, mais elle ne sera formelle qu'avec la nouvelle convention unique actuellement en préparation et dont l'entrée en vigueur est prévue en 2008.

Art. 3

Cette disposition reprend, en l'adaptant quelque peu au contexte de la HEF-TS, le prescrit de l'article 3 de la Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (RS 414.71; LHES). Il s'agit ici d'annoncer les missions de l'école de manière générique. Le lien entre l'enseignement et la recherche, caractéristique du niveau universitaire, est souligné en particulier à l'al. 3.

Art. 4

La Constitution fédérale dispose que l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes, ainsi que l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées doivent être mises en œuvre par la loi (cf. l'art. 8 al. 3 et 4 Cst. féd.). Le législateur fédéral a concrétisé ce postulat dans l'article 3 al. 5 LHES dont l'article 4 du projet de loi reprend la formulation.

Art. 5

A teneur de l'article 3 de la Convention intercantonale du 6 juillet 2001 créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (ci-après: Convention HES-S2), les compétences qui ne sont pas expressément attribuées à la HES-S2 et à ses organes sont réservées aux autorités compétentes selon le droit cantonal. L'article 5 du projet de loi pose donc le principe selon lequel le Conseil d'Etat est cette autorité, dans notre canton, sous réserve d'une disposition contraire.

S'agissant de l'instance cantonale prévue par les articles 4, 26, 27 et 42 de la Convention HES-S2, il faut retenir que chaque canton, partie à la Convention HES-S2, est tenu de se doter de cette instance de coordination. La HES-S2 traite exclusivement avec les instances cantonales, en leur qualité de membres HES-S2; chaque instance cantonale réglant selon le droit cantonal les relations avec les écoles ou sites de formation, quel que soit leur statut¹. Vu que le présent projet de loi ne porte que sur un des sites de formation HES-S2 du canton de Fribourg, il ne semble pas approprié d'y régler la matière. C'est dès lors le principe énoncé à l'article 5 al. 2 du projet de loi qui s'applique; la fonction de l'instance cantonale est ainsi attribuée au Conseil d'Etat.

Pour le reste, le Conseil d'Etat exercera pratiquement les mêmes attributions que dans le cadre de la Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion (ci-après: HEF-TG)². Ainsi, le Conseil d'Etat arrête les dispositions d'exécution de la présente loi. En revanche, la compétence d'adopter les règlements internes de la HEF-TS revient au Comité de direction HEF-TS. Cette solution a été reprise de la Loi du 21 juin 1994 sur l'Ecole du personnel soignant (ci-après: LEPS).

Art. 6

L'article 6 a été repris de la LHEF-TG. La Direction exerce aussi les compétences d'engagement du personnel de l'établissement sur le préavis du Comité de direction et/ou la proposition du directeur ou de la directrice de l'école (art. 9 let. e, art. 11 let. h et i du projet de loi).

¹ Pour plus d'informations, cf. le Message du 10 avril 2001 accompagnant le projet d'adhésion du canton de Fribourg à la Convention créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2), pp. 8 et 9.

² Cf. art. 7 de la Loi du 2 octobre 2001 sur la Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion (ci-après: LHEF-TG).

Art. 7

Contrairement au Concordat intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (ci-après: Concordat HES-SO), la Convention HES-S2 ne contient pas de prescriptions détaillées sur l'organisation des sites de formation. Elle se limite à leur simple mention, tout en laissant la possibilité à la HES-S2 d'édicter des dispositions d'exécution en vue de la facilitation d'application de la Convention¹.

Le législateur cantonal jouit donc d'une certaine liberté en matière de l'organisation de la HEF-TS. Le projet de loi propose de confier la direction de la HEF-TS à un directeur ou à une directrice qui sera soutenu(e) par un Comité de direction. Cette solution avait, en quelque sorte, déjà été retenue pour l'organisation actuelle de la HEF-TS. Toutefois, l'instauration d'une commission de recours au niveau de la HEF-TS n'est plus nécessaire: les instances de recours ainsi que la procédure applicable sont régies par les articles 13 al. 2 et 42 de la Convention HES-S2, le Règlement de la Commission de recours HES-S2, les Directives interprétatives du 5 et 6 juin 2003 de l'article 42 de la Convention intercantonale créant la HES-S2 et les dispositions du projet de loi.

Art. 8 et 9

Le Comité de direction est l'organe suprême de la HEF-TS. Les compétences qui lui sont dévolues sont comparables à celles qui sont attribuées au Conseil de direction par la LEPS². Cependant, c'est la Direction qui engage le personnel de la HEF-TS conformément à la LPer.

Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'Etat qui peut, le cas échéant, en fixer les modalités de fonctionnement dans les dispositions d'exécution (cf. les art. 5 al. 3 let. a et 5 al. 3 let. b du projet de loi). S'agissant de sa composition, il faut remarquer qu'elle permet de répondre à une exigence de la Convention HES-S2 relative à l'institutionnalisation de la concertation avec les étudiants et les étudiantes, le personnel et les partenaires des milieux de pratique professionnelle³. Le Comité de direction élit parmi ses membres un président ou une présidente ainsi qu'un vice-président ou une vice-présidente.

Art. 10 et 11

Le projet de loi prévoit que la direction de la HEF-TS est assumée par un directeur ou une directrice de l'école, assisté(e) d'un administrateur ou d'une administratrice et/ou d'un directeur ou d'une directrice adjoint(e). Ces dispositions reprennent, en les adaptant quelque peu au contexte du travail social, les articles 9 et 10 LEPS.

L'article 11 let. g du projet de loi sert de base légale à l'institution des commissions internes (p.ex. Conseil de direction, Commission pédagogique, Colloque institutionnel, Collège des enseignants). L'article 11 let. l est formulé de manière générale. Il convient toutefois de relever qu'il appartient au directeur ou à la directrice de maintenir les liens privilégiés avec la HES-SO et ses sites de formation fribourgeois, en particulier.

¹ Cf. art. 28 Convention HES-S2.

² Art. 7 LEPS.

³ Art. 29 Convention HES-S2.

Art. 12

De par son statut de haute école, la HEF-TS doit remplir différentes missions, notamment la formation de base, la formation continue et la recherche appliquée. L'organisation de l'école reflète ce fait, la gestion de chacune de ces tâches étant confiée à une unité dénommée département. En ce qui concerne l'enseignement, il faut remarquer qu'à l'heure actuelle, la HEF-TS dispense des formations relevant d'une seule filière HES: l'éducation sociale. Une deuxième filière de formation, celle de service social, est prévue à partir de l'automne 2005.

Art. 13 et 14

L'article 13 reprend les catégories du personnel existant à la HEF-TS. L'article 14 dispose que le personnel est soumis au statut cantonal. Par statut, il faut entendre aussi bien le type de contrat d'engagement que les conditions de rémunération et de classification de fonctions. Les dispositions cantonales en la matière sont donc applicables.

Notons que l'article 30 de la Convention HES-S2 prévoit que la HES-S2 se dote d'un statut-cadre de référence pour l'ensemble du personnel des sites de formation. Un groupe de travail commun HES-SO et S2 élabore actuellement un projet dans la perspective de la nouvelle convention. Dans l'intervalle, des dispositions transitoires concernant entre autres les qualifications et le cahier des charges du personnel enseignant ainsi que des règles en matière de perfectionnement professionnel ont été édictées.

S'agissant de la mobilité, l'article 14 al. 2 du projet de loi prescrit que le personnel d'enseignement, de recherche et le personnel administratif et technique peuvent être tenus d'exercer leur activité dans d'autres sites de la HES-S2. Cette disposition reprend la teneur de l'article 32 Convention HES-S2 l'élargissant au personnel administratif.

Art. 15

Cet article rappelle que le corps professoral est appelé à mener des activités relevant des missions des HES qui, outre le mandat d'enseignement, exigent des activités de recherche appliquée et de développement, ainsi que des prestations à des tiers (cf. art. 3 LHES). Par l'enseignement, on comprend également l'organisation des études, c'est-à-dire la planification, l'organisation et la gestion des enseignements et des procédures d'évaluation, ainsi que la mise en œuvre et le suivi de la formation pratique.

Art. 16

Les qualifications des enseignants correspondent aux exigences posées par le droit fédéral (cf. art. 12 LHES). Un enseignement de qualité nécessite un effort de perfectionnement particulier qui fait partie du cahier des charges du corps professoral conformément aux dispositions de la HES-S2. C'est par ce biais que l'enseignement est constamment remis à jour par rapport à l'évolution des approches scientifiques et didactiques, ainsi qu'en fonction de la réalité de la société et des besoins du terrain.

Art. 17

Comme c'est généralement le cas pour le personnel de l'enseignement, le projet de loi fixe des règles particulières en ce qui concerne les délais de démission. Cet article est identique à l'article 27 de la LHEF-TG.

Art. 18

La réunion du corps professoral permet de répondre à l'exigence de la Convention HES-S2 relative au droit de consultation et de participation.

Art. 19 et 20

Ces dispositions décrivent brièvement les tâches des collaborateurs et collaboratrices scientifiques, ainsi que des assistants et assistantes de recherche, d'une part, et des collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques, d'autre part. Il est évident que ces règles seront complétées, dans chaque cas particulier, par les clauses du contrat d'engagement et du cahier des charges.

Art. 21

L'admission est actuellement régie par l'article 35 de la Convention HES-S2. L'article 35 Convention HES-S2 précise, en son alinéa 1 in fine, que les conditions d'admission font l'objet de Directives transitoires, dans la mesure où les conditions génériques d'admission sont appelées à être reprécisées par la version révisée de la LHES¹.

En effet, dès l'entrée en vigueur de la modification du 17 décembre 2004 de la LHES, l'admission des étudiants et étudiantes sera réglée principalement par l'article 5 LHES. Les conditions d'admission aux études HES du cycle *bachelor* dans le domaine du travail social sont concrétisées par l'article 5 al. 2 LHES en s'appuyant sur le profil défini par la Conférence des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)². Dans son message du 5 décembre 2003 concernant la modification de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées, le Conseil fédéral souligne que la reprise du droit intercantonal en vigueur s'est imposée en raison de la situation particulière dans les nouveaux domaines d'études: la maturité professionnelle ne constitue pas la formation préalable appropriée, ou alors, la mise en place des structures nécessaires pour préparer la maturité professionnelle et les formations au degré secondaire II n'est pas encore finalisée. Selon le message précédemment cité, le but reste, notamment dans le domaine du travail social, d'instaurer la maturité professionnelle comme principal diplôme d'accès.

L'article 5 al. 3 LHES attribue la compétence de déterminer des conditions d'admission supplémentaires aux études HES du cycle *bachelor* et celles s'appliquant aux diplômes venant d'autres filières au Département fédéral de l'économie (ci-après: DFE). Les exceptions sont réglées par l'Ordonnance fédérale concernant l'admission aux études des hautes écoles spécialisées qui a été révisée suite à la modification de la LHES. Pour la même raison, la reconnaissance des diplômes étrangers est nouvellement réglée par l'Ordonnance relative à la création et à la gestion des hautes écoles spécialisées.

Les conditions d'admission aux études en cycle master sont définies par l'article 5 al. 4 LHES. La compétence de fixer des conditions d'admission supplémentaires est attribuée aux hautes écoles spécialisées.

¹ Cf. le Message du 10 avril 2001 accompagnant le projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à la Convention créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2) et les Directives transitoires d'admission HES-S2.

² Valable au 31 août 2004.

L'article 21 al. 2 du projet de loi reprend le prescrit de l'article 35 al. 4 Convention HES-S2 donnant latitude à la HES-S2, par son Comité stratégique, de réguler les admissions en fonction des possibilités de formation.

Art. 22

A présent, les matières énoncées dans l'article 22 du projet de loi sont réglées par le droit intercantonal et la réglementation des sites de formation. La LHES révisée traite dans ses dispositions transitoires des études sanctionnées par un diplôme de l'ancien droit, de la reconnaissance des diplômes et du port des titres. Ce sont ces dispositions qui s'appliquent aux diplômes que la HEF-TS délivrera ces prochaines années.

En automne 2006, les premiers étudiants et étudiantes entreront dans un cursus d'études menant au diplôme de bachelor. Les premiers bachelors seront donc délivrés en 2009. Les principaux objectifs de formation, la forme et la durée des études seront celles prévues en particulier par les articles 4 et 6 LHES. L'article 7 LHES règle les diplômes et les titres en lien avec l'introduction de la formation à deux cycles et introduit le nouveau concept de «prestations exigées»: tout(e) étudiante et étudiant ayant fourni les prestations exigées obtient un diplôme de bachelor ou de master. Le type et le volume des prestations exigées peuvent être définis par les organes responsables des hautes écoles spécialisées, pour autant qu'ils tiennent compte des principes du système de crédits European Credit Transfer System (ECTS). Selon le message concernant la modification de la Loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées du 5 décembre 2003, cette compétence réglementaire renforce également l'autonomie des organes responsables quant à l'organisation de leurs filières et représente une réduction supplémentaire de la densité normative.

Art. 23 et ss

Les articles 23, 24 et 25 du projet de loi fixent les obligations des étudiants et étudiantes et énumèrent les sanctions disciplinaires, ainsi que celles applicables en cas de fraude conformément aux articles 17 et 18 des Directives sur le statut des étudiants et étudiantes HES-S2.

Art. 26

S'agissant des taxes de cours et des contributions particulières, il convient de citer deux dispositions pertinentes de la Convention HES-S2, à savoir:

- «Art. 37 *Taxe de cours*

¹ Les sites de formation prélèvent une taxe de cours uniforme pour chaque filière d'études, dont le montant est arrêté par le Comité stratégique.

² Le montant des taxes de cours est harmonisé avec celui des autres HES de Suisse, conformément à l'Accord intercantonal sur les HES.

³ Chaque canton peut rembourser aux étudiantes et étudiants domicilié/es sur son territoire tout ou partie de la taxe de cours.

- Art. 38

Les sites de formation, avec l'accord de la HES-S2, peuvent prélever des contributions aux frais d'études pour certaines prestations particulières.»

Art. 27

L'institution d'une assemblée d'étudiants et étudiantes, leur représentation dans le Comité de direction ainsi que le droit de consultation permet de répondre à l'exigence de la Convention HES-S2 (cf. l'art. 29 al. 2 Convention HES-S2 et l'article 14 Directives sur le statut des étudiants et étudiantes HES-S2).

Art. 28

Cette disposition reprend les principes financiers développées par les dispositions pertinentes en la matière, c'est-à-dire les articles 43 ss. Convention HES-S2.

Art. 29

Comme pour les autres établissements de formation publics, il appartient à l'Etat de mettre les locaux adéquats à disposition de l'école.

Art. 30 et ss.

Les articles 30, 31 et 32 reprennent les articles 51, 52 et 53 de la LHEF-TG avec des adaptations liées à l'organisation et le domaine d'activité de la HEF-TS. L'école possède déjà un Fonds de recherche et de développement qu'elle alimente par une partie des produits de ses activités financées par des tiers. Il lui permet de financer le lancement de nouveaux projets.

La gestion du Fonds sera confiée à un comité présidé par le directeur ou la directrice de la HEF-TS et dont les membres seront choisis par le Comité de direction. Au moins un d'entre eux doit être externe à l'école. Les modalités seront fixées par le règlement.

Art. 33

La réclamation constitue un moyen de droit ordinaire qui a pour effet de contraindre l'autorité qui a rendu la décision à se prononcer à nouveau sur cette affaire. Les seuls cas dans lesquels elle est ouverte sont réglés par la législation spéciale¹. En droit fribourgeois, l'autorité et la procédure de réclamation sont déterminées par la législation spéciale; mais, à défaut de règles spéciales, les dispositions du Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) relatives à la procédure de recours s'appliquent par analogie².

Art. 34

Cette disposition est reprise de l'article 42 Convention HES-S2 qui met en place une double instance de recours rendue nécessaire par la distinction entre filières transversales et sites de formation cantonaux. L'objet du recours est défini par les directives interprétatives de l'article 42 de la Convention intercantonale créant la HES-S2 comme suit:

«¹ Peuvent faire objet d'un recours auprès de l'instance cantonale les décisions prises par les sites de formation envers les candidates et candidats et les étudiantes et étudiants, notamment au sujet de l'admission, de la promotion, des examens, de la certification finale et toute mesure pouvant conduire à l'exclusion de la formation.

¹ Art. 103 al. 1 CPJA.

² Art. 103 al. 2 et 3 CPJA.

² L'article 5 de la loi fédérale sur la procédure administrative est applicable par analogie pour la définition de la décision au sens de l'alinéa premier ci-dessus.

Le projet de loi instaure dans l'article 30 une procédure de réclamation comme condition préalable au dépôt ultérieur du recours contre la décision attaquée. Pour cette raison, l'objet de la réclamation a été défini en conformité avec le droit intercantonal. Ainsi, toute décision prise sur réclamation est susceptible de recours auprès de l'instance cantonale.

Selon l'article 31 al. 1 du projet de loi, la première instance de recours est la Direction. Cette solution a été retenue dans l'article 26 al. 1 LEPS et est en accord avec le principe énoncé dans l'article 5 al. 2 du projet de loi qui dispose que le Conseil d'Etat exercera la fonction de l'instance cantonale à défaut d'une réglementation contraire.

Quant à l'article 31 al. 2 du projet de loi, il reste à noter que la composition et le fonctionnement, ainsi que les modalités de la procédure de recours applicables devant la Commission de recours HES-S2 sont actuellement régis par le Règlement de la Commission de recours HES-S2.

Art. 35 et 36

Ces articles reprennent le prescrit des articles 28 et 29 LEPS et des articles 61 et 62 de la LHEF-TG.

Art. 37 et 38

Ce sont, pour l'essentiel, les dispositions transitoires et finales usuelles.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le projet de loi sur la Haute Ecole fribourgeoise de travail social.

BOTSCHAFT Nr. 204

14. Juni 2005

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit

Hiermit legen wir Ihnen den Gesetzesentwurf über die Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit (FHF-SA) vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Allgemeine Präsentation

- 1.1 Situation, Umfeld und Bedeutung
- 1.2 Geschichte und Entwicklung der FHF-SA
- 1.3 Juristisches Statut
- 1.4 Finanzierung der FHF-SA
- 1.5 Personal
- 1.6 Gebäude
- 1.7 Schlussbemerkungen

2. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

1. ALLGEMEINE PRÄSENTATION

1.1 Ausgangslage, Umfeld und Bedeutung

Die Fachhochschule für Soziale Arbeit Freiburg (FHF-SA) ist eine privatrechtliche Institution, deren juristische Trägerschaft auf der Freiburgischen Vereinigung der Institutionen für Behinderte und Gefährdete (FVIBG / AFIH) beruht. Das vorliegende Projekt beabsichtigt die Zuerkennung des Statuts einer öffentlich-rechtlichen Einrichtung für diese Schule.

Aufgrund der im Jahre 2001 vom Kanton Freiburg eingereichten Bewerbung, wurde die damalige Fachschule für Soziale Arbeit (ESTS) gleichzeitig mit der Krankenpflegeschule (KPS), als Ausbildungsstätte der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS / FH-GS) eingetragen. Mit dem Beitritt zur Vereinbarung über die Schaffung der FH-GS verpflichtete sich der Kanton, der FH-GS den Kantonsbeitrag zu entrichten (Pauschalbeitrag für die Freiburger Studierenden in der FH-GS sowie Kosten für Entwicklung und Koordination), die Auslagen der Schule zu übernehmen, welche durch die Studentenpauschalen der FH-GS nicht gedeckt werden, und das Statut der ESTS zu revidieren.

Die Zuerkennung eines öffentlich-rechtlichen Statuts wird die Schule auf den gleichen Stand wie die anderen kantonalen Ausbildungsstätten der FH Westschweiz oder FH-GS heben, als da sind die Hochschule für Technik und Architektur (HTA-FR), die Hochschule für Wirtschaft (HW-FR) und die HES-Studienzweige der KPS, welche die Freiburger Hochschule für Gesundheit (HfG-FR) bilden.

Es ist vorgesehen, in naher Zukunft alle FH-Ausbildungsstätten des Kantons organisatorisch in einer «Freiburger Fachhochschule» (FHF / HEF) zu vereinen. Die gesetzgeberischen Vorarbeiten für die Schaffung dieser kantonalen FH-Einheit sind bereits im Gange und werden dem Grossen Rat in absehbarer Zeit vorgelegt.

Mit der Genehmigung dieses Gesetzesentwurfs werden die gegenüber der FH-GS eingegangenen Verpflichtungen eingehalten werden können.

1.2 Geschichte und Entwicklung der FHF-SA

Die heutige FHF-SA wurde 1972 als Erzieherschule Freiburg auf Initiative der Freiburger Vereinigung der Institutionen für Behinderte und Gefährdete (FVIBG) gegründet und stützt sich bis heute auf deren juristische Trägerschaft.

1977 unterzeichneten die Kantone Freiburg, Waadt, Neuchâtel eine Vereinbarung mit der FVIBG, mit der sie sich verpflichteten, gemäss der Anzahl der Studierenden aus ihrem Kanton zu den Kosten des Schulbetriebs beizutragen. 1982 trat auch der Kanton Jura dieser Vereinbarung bei. Diese Kantone erhielten das Recht im Direktionsrat der Schule Einsitz zu nehmen.

Neben den Kantonsbeiträgen kam die Schule in den Genuss von Subventionen des Bundesamtes für Sozialversicherungen (BSV) und, ab 1992, des Bundesamtes für Bildung und Wissenschaft (BBW).

Im Jahr 2000 wurde die Schule vom Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) und der Erziehungsdirektorenkonferenz als Fachschule für Soziale Arbeit anerkannt.

Infolge der Bewerbung des Kantons Freiburg wurde die Schule 2001 bereits als Ausbildungsstätte in die Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS) aufgenommen. In diesem Rahmen wurde es notwendig, ihr juristisches Statut zu revidieren.

Nach der Eröffnung der ersten FH-Studiengänge im Jahr 2002 zählt die FHF-SA gegenwärtig 234 Studierende in den Vollzeit- und berufsbegleitenden Studiengängen. Die Schule hat in den letzten Jahren eine grosse Entwicklung durchgemacht. Die Zahl der Studierenden steigt von 70 im Jahr 2000 auf voraussichtlich 285 im Herbst 2005, wenn das FH-Programm komplett ausgebaut sein wird.

Ab Herbst 2005/06 wird die FHF-SA – bei gleich bleibenden Finanzen und Studierendenzahlen – neben der bisherigen Ausbildung in Sozialpädagogik (Education sociale) neu auch einen Studiengang in Sozialarbeit (Service social) anbieten.

1.3 Juristisches Statut

Seit ihrer Gründung 1972 hat die Freiburger Erzieherschule das Statut einer Vereinsschule inne, die juristisch von der VFIBG getragen wird.

Anlässlich der Anerkennung als Ausbildungsstätte der FH-GS verlangte der strategische Ausschuss, dass die FHF-SA sich ein eigenes juristisches Statut gibt.

In einem Bericht, der 2001 dem Staatsrat vorgelegt wurde, skizzierte die Direktion für Gesundheit und Soziales die Möglichkeit, die FHF-SA mit den HES-Studienzweigen der KPS in einer öffentlich-rechtlichen Stiftung zu vereinen.

Am 1. Januar 2003 wurde die Kompetenz für Berufsausbildung auf Tertiärstufe und auf Sekundarstufe II im Bereich Gesundheit und Soziales von der GSD auf die EKSD übertragen (OADir vom 12. März 2002).

Nach diesem Zuständigkeitswechsel hat die EKSD im Mai 2003 Herrn P. Hänni, Professor für Staats- und Verwaltungsrecht an der Universität Freiburg i.Ü., damit beauftragt, verschiedene juristische Formen für die Freiburger Ausbildungsstätten der FH-GS, insbesondere für die FHF-SA, zu prüfen.

In seinem Rechtsgutachten von Anfang 2004 schlug Prof. Hänni vor, die ursprüngliche Idee einer Fusion der zwei Schulen in einer öffentlich-rechtlichen Stiftung aufzugeben und die FHF-SA in eine kantonale Schule mit öffentlich-rechtlichem Statut ohne eigene juristische Persönlichkeit umzuwandeln. Er hat bestätigt, dass angesichts der Entwicklung der letzten Jahre die gegenwärtige rechtliche Lage der FHF-SA als Vereinsschule der VFIBG als «prekär» beurteilt werden müsse.

Gemäss diesem Gutachten wird die Zuerkennung eines öffentlich-rechtlichen Statuts die FHF-SA auf die gleiche Stufe wie die anderen Fachhochschulen des Kantons stellen, was dereinst ihre Integration in eine gemeinsame «Freiburger Fachhochschule» (welche die Fächer Technik, Wirtschaft, Gesundheit, Soziales und Musik unter ein gemeinsames Gesetz stellen wird) erleichtern wird.

Mit ihrer Integration in den Verbund der FH-GS, ihren finanziellen und organisatorischen Verbindungen zum Kanton und einem internen, der Gesetzgebung über das Staatspersonal angeleglichen Personalreglement, verfügt die FHF-SA schon jetzt über eine Funktionsweise, die sich gut an eine kantonale Schule anpassen kann.

Gestützt auf diese Erkenntnisse hat die EKSD Verhandlungen mit dem VFIBG aufgenommen, um – unter der Bedingung der Zustimmung durch den Grossen Rat – den Übergang der Schule in den staatlichen Zuständigkeitsbereich vorzubereiten. Im Juni 2004 wurde in diesem Sinne eine Absichtserklärung unterzeichnet, deren Leitgedanken in einer Vereinbarung festgehalten wurde, welche vom Staatsrat genehmigt und im Dezember 2004 von der ausserordentlichen Generalversammlung des VFIBG angenommen wurden.

Die Zuerkennung des öffentlich-rechtlichen Statuts wird einige interne Anpassungen nötig machen, aber keine grundsätzlichen Änderungen für das Personal und die aktuelle Funktionsweise der Schule nach sich ziehen. Direktion und Angestellte der FHF-SA wurden während der gesetzgebenden Arbeiten regelmässig informiert und konnten in einer Vernehmlassung zum vorliegenden Gesetzesentwurf Stellung beziehen.

1.4 Finanzierung der FHF-SA

Die FHF-SA ist, wie die HfG-FR, ins Finanzsystem der FH-GS integriert (vgl. untenstehendes Schema). Die Einnahmen der Schulen setzen sich zusammen aus direkt erhobenen Beiträgen (Studiengebühren, Einnahmen für Dienstleistungen oder Forschungsarbeiten) und hauptsächlich den Überweisungen der FH-GS (Pauschalbeiträge pro Studierenden, Mietkostenbeiträge,

Impulsbeiträge aus dem strategischen Entwicklungsfonds).

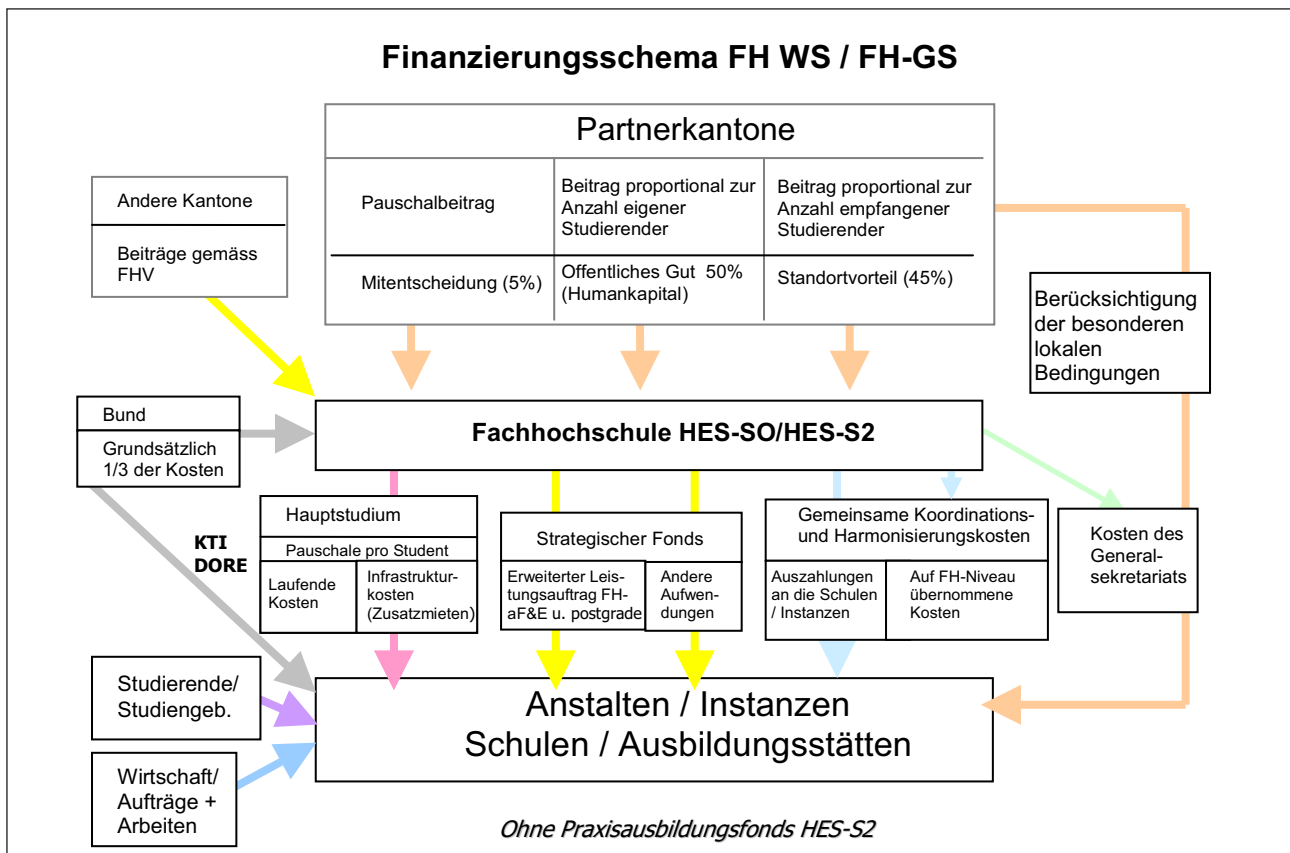
Gemäss Artikel 44 der Vereinbarung der FH-GS übernimmt der Standortkanton die Kosten der Schule, welche von den direkten Erträgen und den Beiträgen der FH-GS nicht abgedeckt werden.

Der Kanton entrichtet der FH-GS einen jährlichen Beitrag, welcher auf der Budgetposition 351.005 «Beitrag an die Fachhochschule Westschweiz» von der Kostenstelle 3200 EKSD des Jahres 2005 ausgewiesen ist. Seit Eröffnung der FH-GS hat Freiburg folgende Beträge entrichtet:

- 2003: 9 864 909 Fr.
- 2004: 11 564 656 Fr.
- 2005: 12 963 720 Fr. (Budget)

Die Kantonsbeiträge setzen sich gemäss Artikel 43 der Vereinbarung wie folgt zusammen:

- ein Pauschalbeitrag;
- ein Beitrag entsprechend der Anzahl Studierender des Kantons in der FH-GS;
- ein Beitrag der Standortkantone entsprechend der Anzahl Studierender, welche in den Schulen des Kantons aufgenommen werden;
- ein Beitrag an den Fonds für die Praxisausbildung (seit 2004).



Es sei hier darauf hingewiesen, dass die Finanzierung der Hochschule für Technik und Architektur (HTA-FR) sowie jene der Hochschule für Wirtschaft (HW-FR) gestützt auf das Konkordat zur Errichtung der Fachhochschule Westschweiz (FH Westschweiz) in gleicher Weise wie jene der FH-GS funktioniert. Eine gemeinsame interkantonale Vereinbarung für die und die FH-GS ist in Vorbereitung und soll den kantonalen Parlamenten in einem oder zwei Jahren vorgelegt werden. In den Bereichen Technik, Wirtschaft, Life Science und Gestaltung übernimmt der Bund einen Drittel der Aufwendungen, während die Bundesbeiträge im Bereich Gesundheit-Soziales (seit 2005 neu unter eidgenössischer Gesetzgebung) auf gegenwärtig 20 Mio. pro Jahr beschränkt sind und damit lediglich 10 % der Aufwendungen abdecken. Im Rahmen der Botschaft für Technik, Forschung und Wissenschaft für die Jahre 2008 – 2011 sollen die Beiträge an die Bereiche Gesundheit – Soziales auf den gesetzlich vorgesehenen Drittel angehoben werden.

Übersicht der Finanzlage der FHF-SA

Jahr	Ausgaben (Voranschlag)	Einnahmen (Voranschlag)	Ausgaben- überschuss (Voranschlag)	Ausgaben- überschuss (Jahresrechnung)
2003	3,403 Mio	3,218 Mio	185 000	1 800
2004	4,233 Mio	3,970 Mio	263 000	40 000*
2005	5,136 Mio	4,920 Mio	216 000	

* wird gedeckt mit den bilanzierten Einnahmeüberschüssen vorhergehender Abschlüsse unter HF-Status gemäss der interkantonalen Vereinbarung.

Der Voranschlag der FHF-SA hängt weitgehend von äusseren Faktoren ab, welche die Schule wenig beeinflussen kann, namentlich von den Pauschalbeiträgen pro Studierenden durch die FH-GS sowie von den Studierendenzahlen und ihrer Beständigkeit (Eintrittsgesuche; Einschreibungen; Studienabbrüche). Dank einer äusserst strikten Finanzverwaltung hat die FHF-SA in den letzten Jahren eine bemerkenswerte Budgetkontrolle bewiesen. Die Einführung des FH-Programmes mit einer allmählichen Zunahme der Studierenden (erster Jahrgang ab Herbst 2002, vollständiger Zyklus seit Herbst 2004) und die notwendige Entwicklung der FH-Aufgaben (anwendungsorientierte Forschung; Dienstleistungen für Dritte; Weiterbildungsangebote) führten in den letzten Jahren zu einer Kostenerhöhung, welche noch bis 2006 andauern wird. Bis jetzt wurde dieses Ausgabenwachstum mit einem proportionellen Wachstum der Produkte gedeckt, die beide an die Zunahme der Studierendenzahl geknüpft sind. Einige Anforderungen des FH-Profiles werden jedoch von der Schule noch nicht ganz erfüllt. Dabei handelt es sich im Besonderen darum, dem Lehrpersonal die erforderliche Zeit für die persönliche Weiterbildung und die anwendungsorientierte Forschung zur Verfügung zu stellen. In diesem Stadium ist es auch schwierig, die Kosten der Einführung des neuen, mit der Bologna-Deklaration übereinstimmenden Studienprogramms einzuschätzen. Insbesondere wird die Beteiligung der FHF-SA an der Schaffung eines allfälligen Master-Programms zusätzliche Mittel erfordern. Diese Frage ist aber noch offen.

Da die Beiträge der FH-GS wegen des Clearings am Ende des Kalenderjahres geleistet werden, gewährt die Finanzverwaltung der FHF-SA seit 2003 verzinsbare und rückzuerstattende Vorschüsse, um die Geschäftsführung sicherzustellen (Staatsratsbeschluss vom 17.5.2003).

1.5 Personal

Im Budget 2005 HET-TS sind 34,60 Vollzeitstellen eingetragen, wovon 21,80 akademische Stellen sind. Zudem übernehmen externe Spezialisten Lehraufträge. Diese zeitweiligen Lehrbeauftragten werden nicht unter den Personalressourcen verbucht; es handelt sich um rund 2 Vollzeitstellen.

Damit der Normalbetrieb der FHF-SA sichergestellt werden kann, muss das gesamte heutige akademische und administrative Personal übernommen werden. Wie bereits weiter oben angeführt, sind die Personalkosten bereits Teil der vom Kanton getragenen Finanzierung. Die Lohnbedingungen und die Sozialausgaben entsprechen denjenigen des Staates. Diese Übernahme verursacht demzufolge keine neuen Kosten. Zudem gelten für die bei der FHF-SA Beschäftigten dieselben Anstellungsbedingungen wie für das Personal der anderen Hochschulen des Kantons.

Entsprechend den Anforderungen des Fachhochschulgesetzes ist die Schule mit ihrem akademischen Personal einerseits und mit ihren zeitweiligen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern andererseits auch im Bereich der anwendungsorientierten Forschung, der Dienstleistungen für Dritte und der Weiterbildung tätig. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter mit zeitlich limitierten Arbeitsverträgen werden nicht unter den Personalressourcen verbucht. Ihre Anzahl variiert je nach ausgeführten Aufträgen der FHF-SA, und deren Kosten werden vollumfänglich durch die Einnahmen aus diesen Aufträgen gedeckt.

1.6 Gebäude

Mit der Entwicklung der Schule haben sich auch die räumlichen Bedürfnisse verändert. Sie ist deshalb im Jahre 1998 vom ursprünglichen Standort an der Route du Château d'Affry 19 in Givisiez an die Rue Jean-Prouvé 10 in derselben Gemeinde umgezogen. Zu diesem Gebäude mussten schon bald zusätzliche Lokale an der Rue Jean-Prouvé 4, 8 und 15 sowie im Logista-Gebäude an der Route du Tir fédéral hinzu gemietet werden. Heute verfügt die FHF-SA über Gebäude von insgesamt 2790 m².

Im Mai 2003 wurde eine Arbeitsgruppe geschaffen mit dem Auftrag, die Nutzung der Lokale durch die Bildungsgänge der Bereiche Gesundheit Soziales der KPS und der FHF-SA für eine allfällige Zusammenlegung dieser beiden Schulen an einem Standort zu klären. Im Bericht, der im Dezember 2004 vorlag, wird eine solche Zusammenlegung nicht als Priorität angesehen. Vielmehr sei die Zusammenarbeit aller Studiengänge der neuen FH des Kantons zu fördern. So ist mittelfristig vorgesehen, dass die FHF-SA in der Nähe der anderen Hochschulen zu stehen kommt.

Inzwischen wurden die derzeitigen Mietverträge um zehn Jahre verlängert, auch wenn ihre Bedingungen für die Studierenden nicht befriedigend sind. Bei den in der Nähe des Hauptgebäudes an der Rue Jean-Prouvé 10 gemieteten Räumlichkeiten handelt es sich um schlecht an den Unterricht angepasste Büros und Industrieräume. Bereits jetzt fehlt es an Unterrichtsräumen, und die Situation wird sich in nächster Zeit noch verschärfen, wenn im Herbst 2005 die gesamte Anzahl Studierender aller FH-Ausbildungsjahre ihre Ausbildung antreten und wenn ab 2006 das Bologna-System eingeführt wird.

Unabhängig vom wünschbaren Ziel, die Schule in der Nähe der Pérolles-Ebene zu platzieren, muss somit sobald wie möglich ein neuer Standort für die FHF-SA gefunden werden. In diesem Stadium ist es noch nicht möglich, die dafür nötige Investition abzuschätzen. Diese variiert je nachdem, ob ein Neubau vorgesehen ist oder ein bestehendes Gebäude umgebaut wird. Im Moment geht es darum, eine Detailstudie der Raumbedürfnisse der Schule zu erstellen.

1.7 Schlussfolgerungen

- Nach ihrer Aufnahme in die FH-GS muss das Statut der FHF-SA als Vereinsschule der FVIBG durch ein eigenständiges Statut ersetzt werden. Mittels einer gemeinsamen Absichtserklärung und einer Vereinbarung wurde die Überführung der Schule von der FVIBG in den Zuständigkeitsbereich des Kantons vorbereitet.
- Die Zuerkennung des öffentlich-rechtlichen Statuts ohne eigene Rechtspersönlichkeit bestätigt lediglich die heutige Situation der Schule. Als Ausbildungsstätte der FH-GS ist die FHF-SA bereits der Aufsicht des Kantons unterstellt. Die interne Funktionsweise sowie das Statut des Personals entsprechen bereits weitgehend den kantonalen Bestimmungen.
- Die FHF-SA ist ins Finanzsystem der FH-GS eingebunden, welches von den Vereinbarungskantonen getragen wird. Die Überführung in kantonale Zuständigkeit ändert nichts an der Finanzierung. Die Schule zeichnet sich durch eine umsichtige Geschäftsführung aus und kann ihre Aufwendungen fast gänzlich mit den Zuwendungen der FH-GS decken (Studierenden-, Miet- und Impulsbeiträge). Die absehbare Erhöhung der Kosten zu Lasten des Kantons ist durch die Anforderungen an das Fachhochschulniveau allgemein bedingt, insbesondere durch die Forschungs- und Weiterbildungstätigkeit.
- Das kantonale Gesetz betreffend die FHF-SA bringt die Schule auf den gleichen Stand wie die anderen kantonalen Fachhochschulen (HfG-FR, HTA-FR, HW-FR). Diese Harmonisierung wird die geplante organisatorische Zusammenführung aller Fachhochschulen des Kantons in eine «Freiburger Fachhochschule» erleichtern. Die gesetzlichen Grundlagen dazu sind gegenwärtig in Vorbereitung.

2. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Beim Entwurf wird die Änderung vom 17. Dezember 2004 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen (FHS) berücksichtigt, die am 1. September 2005 in Kraft tritt.

Art. 1 und 2

Artikel 1 erinnert mit der Schaffung der Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit (FHF-SA) daran, dass es sich dabei um eine Ausbildungsstätte auf Hochschulstufe handelt und dass diese Schule der Bundesgesetzgebung über die Fachhochschulen untersteht.

Die FHF-SA ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt ohne Rechtspersönlichkeit. Sie ist gemäss Artikel 49 Abs. 2 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) adminis-

trativ der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD; die Direktion) zugewiesen.

Die Schule ist Teil der Fachhochschule Gesundheit-Soziales der Westschweiz (FH-GS). Die Integration der FH-GS in der FH Westschweiz ist im Gange; sie wird jedoch erst mit der neuen einzigen Vereinbarung formell, die in Vorbereitung ist und voraussichtlich 2008 in Kraft tritt.

Art. 3

Diese Bestimmung gibt mit einer Anpassung an den FHF-SA-Kontext diejenige von Artikel 3 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen (SR 414.71; FHG) wieder. Es geht hier um die allgemeine Erwähnung des Auftrags der FHF-SA. Die für die Hochschulstufe typische Verbindung von Lehre und Forschung wird besonders unter Abs. 3 hervorgehoben.

Art. 4

Die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999 bestimmt, dass die tatsächliche Gleichstellung von Frauen und Männern und die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen durch das Gesetz vorgenommen werden soll (vgl. Art. 8 Abs. 3 und 4 BV). Der Bundesgesetzgeber ist diesem Postulat in Artikel 3 Abs. 5 FHS nachgekommen. Artikel 4 des vorliegenden Entwurfs übernimmt dessen Formulierung.

Art. 5

Gemäss Artikel 3 der Interkantonalen Vereinbarung vom 6. Juli 2001 über die Errichtung der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (nachfolgend Vereinbarung FH-GS) üben die nach kantonalem Recht zuständigen Behörden alle Befugnisse aus, die nicht der FH-GS und ihren Organen vorbehalten sind. Artikel 5 des vorliegenden Entwurfs setzt als Prinzip fest, dass diese Zuständigkeit dem Staatsrat zukommt, sofern das kantonale Recht keine davon abweichende Bestimmung aufstellt.

Bezüglich der kantonalen Instanz gemäss Artikel 4, 26, 27 und 42 der Vereinbarung FH-GS ist anzumerken, dass jeder Kanton in seiner Eigenschaft als Mitglied der FH-GS gehalten ist, ein solches Koordinationsorgan einzurichten: Die Ansprechpartner der FH-GS sind ausschliesslich die kantonalen Instanzen; deren Verbindung mit den Schulen bzw. den Ausbildungsstätten wird, ungeachtet ihrer Rechtsform, durch das kantonale Recht festgelegt¹. Da das vorliegende Gesetzesprojekt nur auf eine der beiden Ausbildungsstätten FH-GS des Kantons Freiburg anwendbar ist, wird die kantonale Instanz vorliegend nicht geregelt. Somit ist der unter Artikel 5 Abs. 2 des Gesetzesprojekts festgehaltene Grundsatz anwendbar: die Funktion der kantonalen Instanz kommt dem Staatsrat zu.

Die weiteren Befugnisse des Staatsrates sind unter kleinen Anpassungen dem Gesetz vom 2. Oktober 2001 über die Fachhochschule Freiburg für Technik und Wirtschaft (FHF-TWG) entnommen. Vorgesehen ist insbesondere die Kompetenz des Staatsrates zum Erlass der Ausführungsbestimmungen; vorbehalten bleibt jedoch die

¹ Für weitere Ausführungen vgl. die Botschaft vom 10. April 2001 zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Vereinbarung über die Errichtung der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS).

Zuständigkeit des Direktionsrates zum Erlass der internen Schulreglemente. Diese Regelung wurde dem Gesetz vom 21. Juni 1994 über die Krankenpflegeschule (KPSG) nachgebildet¹.

Art. 6

Die Bestimmung wurde sinngemäss dem FHF-TWG entnommen. Die Direktion ist auch zuständig für die Einstellung des Personals nach Stellungnahme des Direktionsrates und/oder auf Antrag der Direktorin oder des Direktors (Art. 9 Bst. e, Art. 11 Bst. h und i des Gesetzesentwurfes).

Art. 7

Im Gegensatz zum Konkordat über die Errichtung der FH Westschweiz enthält die Vereinbarung FH-GS keine Regelung bezüglich der Ausbildungsstätten; sie begnügt sich mit deren blosser Erwähnung. In Artikel 28 Abs. 2 der Vereinbarung FH-GS ist vorgesehen, dass die FH-GS im Rahmen der ihr zustehenden Kompetenzen Ausführungsvorschriften in Bezug auf die Ausbildungsstätten erlassen kann.

Aufgrund der fehlenden Vorgaben seitens der Interkantonalen Vereinbarung zur Errichtung der FH-GS sind verschiedene Ausgestaltungen möglich. Der vorliegende Entwurf sieht vor, die Leitung der Schule einer Schuldirektorin oder einem Schuldirektor zu übertragen, der in seinen Aufgaben durch einen Direktionsrat (*Comité de direction*) unterstützt wird. Im Vergleich zur bestehenden Regelung der FHF-SA nicht mehr enthalten ist die Rekurskommission; die Rekursinstanzen (und das Verfahren) werden durch die Artikel 13 Abs. 2 und Artikel 42 der Vereinbarung FH-GS, das *Règlement de la Commission de recours HES-S2*, die «Directives interprétatives du 5 et 6 juin 2003 de l'article 42 de la convention intercantonale créant la HES-S2» und die Bestimmungen dieses Gesetzesentwurfes geregelt.

Art. 8 und 9

Der Direktionsrat ist das oberste Organ der FHF-SA. Seine Befugnisse entsprechen grundsätzlich den Kompetenzen des Direktionsrates der KPS². Die Direktion stellt jedoch das Personal der FHF-SA gemäss StPG an.

Die Mitglieder des Direktionsrates werden vom Staatsrat ernannt, der das Verfahren, soweit nötig, in den Ausführungsbestimmungen regeln kann (vgl. Art. 5 Abs. 3 Bst. a und b des vorliegenden Entwurfes). Bezüglich der Zusammensetzung wurde auf Artikel 29 Abs. 1 der Vereinbarung FH-GS abgestellt, wonach alle Instanzen der FH-GS eine breit angelegte Verständigung mit den Studierenden, dem Personal und den Partnern aus den Kreisen der Berufspraxis anstreben sollen. Der Direktionsrat wählt unter seinen Mitgliedern eine Präsidentin oder einen Präsidenten und eine Vizepräsidentin oder einen Vizepräsidenten.

Art. 10 und 11

Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass die Leitung der FHF-SA durch eine Direktorin oder einen Direktor der Schule mit der Unterstützung durch eine Verwalterin oder einen

Verwalter und/oder eine stellvertretende Direktorin oder einen stellvertretenden Direktor erfolgt. Diese Bestimmungen entsprechen mit kleineren Anpassungen an den Kontext der Sozialen Arbeit den Artikel 9 und 10 KPSG.

Artikel 11 Bst. g des Entwurfes dient als Gesetzesgrundlage für die Einsetzung der schulinternen Kommissionen (zum Beispiel: Conseil de direction, Commission pédagogique, Colloque institutionnel, Collège des enseignants). Artikel 11 Bst. l des Entwurfes wird allgemein formuliert. Es soll jedoch darauf hingewiesen werden, dass es Aufgabe der Direktorin oder des Direktors ist, die privilegierten Beziehungen mit der FH Westschweiz und insbesondere ihren freiburgischen Ausbildungsstätten aufrechtzuerhalten.

Art. 12

Die FHF-SA hat als Hochschule verschiedene Aufgaben: Grundausbildung, Weiterbildung und anwendungsorientierte Forschung. Sie ist daher in verschiedene Funktionseinheiten, sog. Abteilungen (*départements*) gegliedert. Hinsichtlich der Studiengänge ist anzumerken, dass die Schule derzeit einen einzelnen Studiengang, Sozialpädagogik, anbietet. Ein zweiter Studiengang, Sozialarbeit, ist ab Herbst 2005 vorgesehen.

Art. 13 und 14

Artikel 13 übernimmt die an der FHF-SA bestehenden Personalkategorien. Artikel 14 hält fest, dass das Personal den öffentlich-rechtlichen Bestimmungen des Kantons untersteht³. Sie regeln insbesondere das Anstellungsverhältnis, die Löhne und die Einreihung der Funktion. Somit sind die diesbezüglichen kantonalen Bestimmungen anwendbar.

Gemäss Artikel 30 der Vereinbarung FH-GS erstellt die FH-GS innert einer Frist von fünf Jahren ein Referenz-Rahmenstatut für das gesamte Personal der Ausbildungsstätten. Eine gemeinsame Arbeitsgruppe und FH-GS erarbeitet derzeit ein Projekt im Hinblick auf die neue Vereinbarung. In der Zwischenzeit werden Übergangsbestimmungen über insbesondere die Qualifikationen und das Pflichtenheft des Lehrpersonals sowie die allgemeine Bestimmungen über die berufliche Fortbildung verfasst.

Artikel 14 Abs. 2 des Entwurfes übernimmt den Inhalt von Artikel 32 der Vereinbarung FH-GS, wonach das Lehr- und Forschungspersonal sowie die technischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter dazu angehalten werden können, ihre Funktion auch an anderen Ausbildungsstätten der FH-GS auszuüben.

Art. 15

Dieser Artikel erinnert daran, dass die Lehrkräfte in ihrem Tätigkeitsbereich verschiedene Arbeiten ausführen müssen, die aus den Aufgaben der FH hervorgehen. Das sind anwendungsorientierte Forschungs- und Entwicklungsarbeiten sowie Leistungen für Dritte (vgl. Art. 3 FHSG). Darunter fällt auch die Studienorganisation, d.h. Planung, Organisation und Verwaltung des Unterrichts und der Beurteilungsverfahren sowie die Umsetzung und die Begleitung der praktischen Ausbildung.

¹ Vgl. Art. 7 Abs. 1 Bst. c und Art. 13 Abs. 3 KPSG.

² Vgl. Art. 7 KPSG.

³ Vgl. auch Art. 24 Gesetz vom 27. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG).

Art. 16

Die Anforderungen an die Lehrkräfte ergeben sich aus dem Bundesrecht (vgl. Art. 12 FHSG). Eine qualitativ hoch stehende Lehre erfordert eine besondere Fortbildung, die Teil des Pflichtenhefts des Lehrkörpers gemäss den Bestimmungen der FH-GS ist. So wird der Unterrichtsstoff ständig an die didaktische und fachspezifische Entwicklung sowie an die gesellschaftliche Realität und die berufspraktischen Bedürfnisse angepasst.

Art. 17

Der Gesetzesentwurf sieht, wie für Lehrpersonal allgemein üblich, spezielle Bestimmungen für den Rücktritt vor. Dieser Artikel entspricht Artikel 27 FHF-TWG.

Art. 18

Mit der Verankerung des Mitbestimmungsrechts der Lehrkräfte wird der Anforderungen der Vereinbarung FHF-GS hinsichtlich der Konsultations- und Teilnahmerechte Rechnung getragen.

Art. 19 und 20

Diese Bestimmungen enthalten eine summarische Beschreibung der Aufgaben, mit denen die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Verwaltung sowie die Forschungsassistentinnen und -assistenten betraut sind. Ergänzt werden sie durch die im Einzelfall geltenden Anstellungsbedingungen und das Pflichtenheft.

Art. 21

Gegenwärtig wird die Zulassung durch Artikel 35 der Vereinbarung FH-GS geregelt. Artikel 35 Abs. 1 in fine der Vereinbarung FH-GS sieht bei den Zulassungsbedingungen Übergangsbestimmungen vor; diese Regelung wurde im Hinblick auf die mittlerweile abgeschlossene Revision der Bundesgesetzgebung über die Fachhochschulen getroffen¹.

Mit Inkrafttreten der Änderung vom 17. Dezember 2004 des Bundesgesetzes über die Fachhochschulen wird die Zulassung grundsätzlich durch Artikel 5 FHGS geregelt. Die Zulassungsvoraussetzungen zum Fachhochschulstudium auf der Bachelorstufe für den Fachbereich Soziale Arbeit werden durch den Verweis auf das von der Eidgenössischen Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) erlassene Profil festgelegt². In der Botschaft vom 5. Dezember 2003 zur Änderung des Bundesgesetzes über die Fachhochschulen führt der Bundesrat aus, die Übernahme von interkantonalem Recht dränge sich auf Grund der besonderen Situation in den neuen Fachbereichen auf: Entweder stelle die Berufsmaturität nicht die geeignete Vorbildung dar oder die entsprechenden Strukturen zur Erlangung der Berufsmaturität und die Ausgestaltung der Ausbildungsgänge auf Sekundarstufe II seien erst im Aufbau begriffen. Die zitierte Botschaft erklärt jedoch, das Ziel bleibe die Etablierung der Berufsmaturität als Hauptzubringer zum Fachhochschulstudium.

Artikel 5 Abs. 3 FHSG erklärt das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement (EVD) als zuständig für die Fest-

legung von zusätzlichen Zulassungsvoraussetzungen und zur Bestimmung der Zulassungsbedingungen, die für Absolventinnen und Absolventen anderer Ausbildungsgänge gelten. Die Ausnahmen sind in den Artikeln 3 und 4 der Verordnung vom 11. September 1996 über die Zulassung zu Fachhochschulstudien und über die Anerkennung von ausländischen Diplomen geregelt³. Die Voraussetzungen, unter welchen Absolventinnen und Absolventen einer höheren Fachschule sowie Inhaberinnen und Inhaber einer höheren Fachprüfung der Zugang zu einer Fachhochschule offen stehen soll, wird jedoch im Rahmen der Revision der oben genannten Zulassungsverordnung zu prüfen sein.

Die Zulassungsvoraussetzungen zum Fachhochschulstudium auf Masterstufe werden durch Artikel 5 Abs. 4 FHSG festgelegt. Hier bleibt es den einzelnen Fachhochschulstufen überlassen, zusätzliche Zulassungsvoraussetzungen zu definieren.

Artikel 22 Abs. 2 des Entwurfes übernimmt den Gehalt von Artikel 35 Abs. 4 der Vereinbarung FH-GS, wonach der Strategische Ausschuss FH-GS die Zulassungen je nach den verfügbaren Ausbildungsplätzen regulieren kann.

Art. 22

Die in Artikel 22 des Entwurfes behandelten Bereiche werden zurzeit durch interkantonales Recht und Ausführungsbestimmungen der Ausbildungsstätten geregelt. Das revidierte Bundesgesetz über die Fachhochschulen sieht in den Übergangsbestimmungen eine Übergangsfrist vor, während der Diplomstudien nach bisherigem Recht angeboten werden können, und regelt die Anerkennung von Diplomen und die Titelführung. Diese Bestimmungen sind auf die Diplome anwendbar, welche die FH-GS in den nächsten Jahren ausstellen wird.

Im Herbst 2006 treten die ersten Studentinnen und Studenten in die Bachelor-Ausbildung ein. Die ersten Bachelor-Diplome werden somit 2009 ausgestellt. Die wichtigsten Ausbildungsziele, die Form und die Studiendauer werden durch das Bundesrecht, insbesondere Artikel 4 und 6 FHGS bestimmt. Artikel 7 FHSG regelt die Diplome und Titel im Zusammenhang mit der zweistufigen Ausbildung und führt neu das Konzept der «erforderlichen Studienleistungen» ein: Wer die erforderliche Studienleistung erbringt, erwirbt ein Bachelor- oder ein Masterdiplom. Art und Umfang der erforderlichen Studienleistung kann, unter Einhaltung der Grundsätze des Kreditpunktesystems European Credit Transfer System (ECTS), von den Trägern der Fachhochschulen frei festgelegt werden. Laut der Botschaft vom 5. Dezember 2003 zur Änderung des Bundesgesetzes über die Fachhochschulen erhöht diese Regelungskompetenz die Autonomie der Träger bei der Gestaltung der Studiengänge und stellt einen weiteren Abbau der Regelungsdichte dar.

Art. 23 ff.

Die Artikel 23, 24 und 25 des Entwurfes legen die Pflichten der Studierenden fest und bilden die gesetzliche Grundlage für die Disziplinar massnahmen und die Massnahmen im Fall eines Betrugs; die beiden letzteren entstammen inhaltlich Artikel 17 und 18 der Richtlinien über die Statuten der Studierenden an der FH-GS.

¹ Vgl. Botschaft vom 10. April 2001 zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Vereinbarung über die Errichtung der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS) und die «Directives transitoires d'admission HES-S2».

² Stand 31. August 2004.

³ SR 414.715.

Art. 26

Bezüglich der Kursgebühren und der Beiträge an die Studienkosten kann vorliegend auf die einschlägigen Bestimmungen der Vereinbarung FH-GS verwiesen werden:

- **«Art. 37 Kursgebühr**

¹ Die Ausbildungsstätten erheben für jeden Studiengang eine einheitliche Kursgebühr, deren Höhe vom Strategischen Ausschuss festgesetzt wird.

² Die Höhe der Kursgebühren wird gemäss der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung auf die Gebühren der übrigen Schweizer Fachhochschulen abgestimmt.

³ Jeder Kanton kann Studierenden, die auf seinem Hoheitsgebiet wohnhaft sind, die Kursgebühr ganz oder teilweise rückvergüten.

- **Art. 38 Studienkosten**

Im Einvernehmen mit der FH-GS können die Ausbildungsstätten für bestimmte besondere Leistungen Beiträge an die Studienkosten erheben».

Art. 27

Die Einrichtung der Studierendenvereinigung und die Vertretung der Studierenden im Direktionsrat sowie das Anhörungsrecht trägt den Anforderungen von Artikel 29 Abs. 2 der Vereinbarung FH-GS und von Artikel 14 der Richtlinien über die Statuten der Studierenden an der FH-GS Rechnung.

Art. 28

Artikel 28 wiederholt sinngemäss die einschlägigen Bestimmungen von Artikel 43 ff. der Vereinbarung FH-GS.

Art. 29

Wie für die anderen öffentlichen Ausbildungsstätten ist es Aufgabe des Staates, der Schule passende Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen.

Art. 30 ff.

Artikel 30, 31 und 32 übernehmen Artikel 51, 52 und 53 FHF-TWG mit den Anpassungen bezüglich Organisation und Tätigkeitsbereich der FH-SA. Die Schule verfügt bereits über einen Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung, den sie mit einem Teil des Ertrags aus den Aktivitäten, die von Dritten finanziert werden, speist. Sie kann daraus die Lancierung neuer Projekte finanzieren.

Die Verwaltung des Fonds wird einem Ausschuss übertragen, der von der Direktorin oder vom Direktor der FH-SA präsiert wird und dessen Mitglieder vom Direktionsrat ausgewählt werden. Im Ausschuss muss mindestens ein schulexternes Mitglied sein. Die Modalitäten werden im Reglement geregelt.

Art. 33

Die Einsprache bildet ein ordentliches Rechtsmittel, das die Behörde dazu veranlasst, noch einmal in dieser Sache zu entscheiden. Das Einspracheverfahren kommt nur zum Zug, wenn es in einer speziellen Gesetzgebung¹ geregelt ist. Gemäss Gesetzgebung des Kantons Freiburg

¹ Art. 103 Abs. 1 VRG.

werden die Einspracheinstanz und das Verfahren durch die Spezialgesetzgebung geregelt; soweit Vorschriften fehlen, sind die Bestimmungen über das Beschwerdeverfahren gemäss Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) sinngemäss anwendbar².

Art. 34

Diese Bestimmung übernimmt den doppelten Instanzenzug von Artikel 42 der Vereinbarung FH-GS, der aufgrund der systembedingten Trennung von transversalen Studiengängen und kantonalen Ausbildungsstätten eingeführt wurde. Das Anfechtungsobjekt der Beschwerde wird in «Directives interprétatives de l'article 42 de la convention intercantonale créant la HES-S2» folgendermassen definiert:

«¹ Peuvent faire objet d'un recours auprès de l'instance cantonale les décisions prises par les sites de formation envers les candidates et candidats et les étudiants et étudiantes, notamment au sujet de l'admission, de la promotion, des examens, de la certification finale et toute mesure pouvant conduire à l'exclusion de la formation.

² L'article 5 de la loi fédérale sur la procédure administrative est applicable par analogie pour la définition de la décision au sens de l'alinéa 1^{er} ci-dessus.»

Das Beschwerdeverfahren schliesst sich an das Einspracheverfahren an; in diesem Sinne wurde bereits das Anfechtungsobjekt der Einsprache in Übereinstimmung mit dem interkantonalen Recht ausgestaltet.

Gemäss Artikel 32 Abs. 1 des Entwurfes ist die Direktion erste Beschwerdeinstanz. Diese Ausgestaltung ist in Übereinstimmung mit Artikel 26 Abs. 1 KPSG und stellt eine Anwendung des in Artikel 5 Abs. 2 des Entwurfes festgehaltenen Prinzips dar, gemäss welchem der Staatsrat die Funktion der kantonalen Instanz wahrnimmt, soweit keine anders lautende Bestimmung besteht.

Zu Artikel 32 Abs. 2 bleibt anzumerken, dass für die Rekurskommission FH-GS und insbesondere das anwendbare Verfahren das «Règlement de la Commission de recours HES-S2» zu beachten ist.

Art. 35 und 36

Bei diesen Artikeln wurde der Inhalt von Artikel 28 und 29 KPSG und von Artikel 61 und 62 FHF-TWG übernommen.

Art. 37 und 38

Es handelt sich im Wesentlichen um die üblichen Übergangs- und Schlussbestimmungen.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Gesetzesentwurf über die Hochschule Freiburg für Soziale Arbeit anzunehmen.

² Art. 103 Abs. 2 und 3 VRG.

Loi

du

sur la Haute Ecole fribourgeoise de travail social

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées;

Vu l'ordonnance du 11 septembre 1996 relative à la création et à la gestion des hautes écoles spécialisées (ordonnance sur les hautes écoles spécialisées);

Vu la convention intercantonale du 6 juillet 2001 créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande;

Vu le message du Conseil d'Etat du 14 juin 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Buts de la loi

¹ La présente loi institue, sous la dénomination Haute Ecole fribourgeoise de travail social (ci-après: HEF-TS), un établissement de formation de niveau universitaire au sens de la législation fédérale sur les hautes écoles spécialisées.

² Elle arrête le statut et les missions de l'établissement, régit son organisation et les tâches des autorités responsables, définit le statut du personnel ainsi que celui des étudiants et étudiantes et fixe les procédures.

Art. 2 Statut

¹ La HEF-TS est un site de la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (ci-après: HES-S2).

Gesetz

vom

über die Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen;

gestützt auf die Verordnung vom 11. September 1996 über Aufbau und Führung von Fachhochschulen (Fachhochschulverordnung);

gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung vom 6. Juli 2001 über die Errichtung der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 14. Juni 2005;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Ziele des Gesetzes

¹ Unter der Bezeichnung Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit (FHF-SA) wird eine Ausbildungsstätte der Hochschulstufe im Fachbereich Soziale Arbeit im Sinne der Bundesgesetzgebung über die Fachhochschulen errichtet.

² Das Gesetz regelt die Stellung und den Auftrag der FHF-SA, deren Organisation, die Aufgaben der zuständigen Behörden, die Stellung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und Studierenden sowie die verschiedenen Verfahren.

Art. 2 Stellung

¹ Die FHF-SA ist eine Ausbildungsstätte der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS).

² Elle est un établissement de droit public dépourvu de la personnalité morale et rattaché administrativement à la Direction compétente en matière de formation dans le domaine santé-social (ci-après: la Direction).

³ Elle est régie par les prescriptions topiques du droit fédéral et intercantonal, par les règles édictées par la HES-S2 ainsi que par les dispositions de la présente loi et des règlements fondés sur elle.

Art. 3 Missions

¹ Conformément au droit fédéral, la HEF-TS dispense un enseignement axé sur la pratique, sanctionné par un diplôme et préparant à l'exercice d'activités professionnelles qui requièrent l'application de connaissances et de méthodes scientifiques.

² En complément aux études sanctionnées par le diplôme, elle propose des formations continues et postgrades.

³ Dans ses domaines d'activités, elle se charge de travaux de recherche appliquée et de développement et fournit des prestations à des tiers. Elle intègre à l'enseignement les résultats de ces diverses activités.

⁴ Elle collabore avec les milieux professionnels ainsi qu'avec les institutions publiques et privées du secteur du social et de la santé.

⁵ Elle coopère avec d'autres hautes écoles et institutions de formation et de recherche nationales et internationales.

Art. 4 Egalité

¹ La HEF-TS veille à assurer l'égalité effective entre les hommes et les femmes.

² Elle encourage les mesures qui visent à éliminer les inégalités frappant les personnes handicapées.

CHAPITRE 2

Autorités d'exécution

Art. 5 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur l'activité de la HEF-TS, par l'intermédiaire de la Direction.

² Il exerce les compétences réservées au canton par la Convention HES-S2, dans la mesure où le droit cantonal ne désigne pas une autre autorité.

² Sie ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt ohne eigene Rechtspersönlichkeit und administrativ der Direktion zugewiesen, die für die Ausbildung im Bereich Gesundheit und Soziales zuständig ist (die Direktion).

³ Sie untersteht der entsprechenden Bundesgesetzgebung, den interkantonalen Bestimmungen, den von der FH-GS erlassenen Regeln, diesem Gesetz und den darauf basierenden Reglementen.

Art. 3 Auftrag

¹ Die FHF-SA bereitet entsprechend der Bundesgesetzgebung durch praxisorientierte Diplomstudien auf berufliche Tätigkeiten im Sozialbereich vor, welche die Anwendung wissenschaftlicher Erkenntnisse und Methoden erfordern.

² Sie ergänzt die Diplomstudiengänge durch ein Angebot an Nachdiplomaausbildungen und Weiterbildungen.

³ In ihren Tätigkeitsbereichen betreibt sie anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung und erbringt Dienstleistungen für Dritte. Sie bezieht die Ergebnisse dieser verschiedenen Aktivitäten in die Lehre ein.

⁴ Sie arbeitet mit den Berufsorganisationen und den öffentlichen und privaten Institutionen im Bereich Gesundheit und Soziales zusammen.

⁵ Sie arbeitet mit anderen Hochschulen und in- und ausländischen Ausbildungs- und Forschungseinrichtungen zusammen.

Art. 4 Gleichstellung

¹ Die FHF-SA sorgt für die Förderung der tatsächlichen Gleichstellung von Frauen und Männern.

² Sie ergreift Massnahmen zur Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen.

2. KAPITEL

Vollzugsbehörden

Art. 5 Staatsrat

¹ Die Tätigkeit der FHF-SA steht unter der Oberaufsicht des Staatsrates; dieser übt seine Aufsicht durch die Direktion aus.

² Ihm kommen alle Befugnisse zu, die dem Kanton durch die interkantonale Vereinbarung über die Errichtung der FH-GS vorbehalten werden, sofern das kantonale Recht keine andere Behörde vorsieht.

³ A ce titre, il est compétent notamment pour:

- a) arrêter les dispositions d'exécution de la présente loi;
- b) nommer les membres du Comité de direction;
- c) engager le directeur ou la directrice de la HEF-TS, sur la proposition du Comité de direction;
- d) approuver le montant des contributions financières du canton au budget de la HES-S2 ainsi que la somme allouée par celle-ci à la HEF-TS, en vue de leur inscription au budget de l'Etat;
- e) approuver les plans financiers, les budgets, les comptes et le plan de développement de la HEF-TS, avant leur transmission à la HES-S2;
- f) adresser chaque année au Grand Conseil un rapport portant sur la HEF-TS et sur les résultats de la participation à la HES-S2, dans le cadre du compte rendu.

Art. 6 Direction

¹ La Direction à laquelle la HEF-TS est rattachée administrativement en favorise le développement.

² Elle veille à l'accomplissement des tâches qui incombent à l'établissement.

³ Elle exerce en outre les compétences que la loi ou les règlements ne réservent pas expressément à une autre autorité.

CHAPITRE 3

Organisation de la HEF-TS

Art. 7 Organes de la HEF-TS

Les organes de la HEF-TS sont:

- a) le Comité de direction;
- b) le directeur ou la directrice.

Art. 8 Comité de direction a) Composition

¹ Le Comité de direction se compose de onze membres au plus nommés par le Conseil d'Etat. Y sont représentés la Direction, les milieux de pratique professionnelle (employeurs et employés) du domaine du social, le corps professoral, les autres membres du personnel ainsi que les étudiants et étudiantes.

³ In seinen Zuständigkeitsbereich fallen dabei insbesondere:

- a) der Erlass von Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz;
- b) die Ernennung der Mitglieder des Direktionsrates;
- c) die Anstellung der Direktorin oder des Direktors der FHF-SA auf Antrag des Direktionsrates;
- d) die Genehmigung des Beitrags des Kantons an das Budget der FH-GS sowie der Beiträge, die die FH-GS der FHF-SA ausrichtet, damit diese in den Staatsvoranschlag aufgenommen werden können;
- e) die Genehmigung der Finanzplanung, des Voranschlags, der Jahresrechnung und der Entwicklungspläne der FHF-SA vor deren Überweisung an die FH-GS;
- f) der Jahresbericht an den Grossen Rat über die FHF-SA und über die Ergebnisse der Beteiligung an der FH-GS im Rahmen des Rechenschaftsberichts.

Art. 6 Direktion

¹ Die Direktion, der die FHF-SA administrativ zugewiesen ist, fördert deren Entwicklung.

² Sie sorgt dafür, dass die FHF-SA die ihr zugewiesenen Aufgaben erfüllt.

³ Sie übt im Weiteren alle Befugnisse aus, die das Gesetz oder die Reglemente nicht ausdrücklich einer anderen Behörde vorbehalten.

3. KAPITEL

Organisation der FHF-SA

Art. 7 Organe der FHF-SA

Die Organe der FHF-SA sind:

- a) der Direktionsrat;
- b) die Direktorin oder der Direktor.

Art. 8 Direktionsrat a) Zusammensetzung

¹ Der Direktionsrat setzt sich aus höchstens elf Mitgliedern zusammen, die vom Staatsrat ernannt werden. Vertreten sind die Direktion, die Berufskreise (Arbeitnehmer und Arbeitgeber) des Sozialbereichs, die Dozentinnen und Dozenten, weitere Mitglieder des Personals und die Studierenden.

² Le Comité de direction élit, au début de chaque période administrative, son président ou sa présidente et son vice-président ou sa vice-présidente.

³ Il se réunit au moins deux fois par année.

⁴ Le directeur ou la directrice assiste aux séances avec voix consultative.

⁵ Le secrétariat est assuré par l'administration de la HEF-TS.

Art. 9 b) Compétences

¹ Le Comité de direction a la responsabilité de la gestion stratégique de la HEF-TS et s'assure de la réalisation des objectifs ainsi que de la concrétisation des missions de l'établissement.

² Il exerce en outre les compétences suivantes:

- a) il préavise l'établissement des plans de développement des départements et des filières. Les plans de développement sont soumis à l'approbation du Comité directeur HES-S2;
- b) il arrête, à l'intention du Conseil d'Etat, le projet de budget et les comptes de la HEF-TS;
- c) il adopte les règlements internes de la HEF-TS;
- d) il propose l'engagement du directeur ou de la directrice de la HEF-TS;
- e) il préavise l'engagement du directeur adjoint ou de la directrice adjointe, des responsables de département ou de filière, de l'administrateur ou de l'administratrice, à l'intention de la Direction;
- f) il s'assure de l'application, par l'établissement, des décisions et prescriptions de la HES-S2 et des autorités compétentes et veille également au bon fonctionnement de l'Ecole;
- g) il discute et, le cas échéant, règle les questions importantes relatives à la politique générale de l'établissement, notamment en ce qui concerne la gestion et le financement, les études, la recherche appliquée et le développement ainsi que la collaboration avec des tiers.

Art. 10 Directeur ou directrice de l'Ecole

a) En général

¹ La direction de la HEF-TS est assumée par un directeur ou une directrice, engagé-e par le Conseil d'Etat et soumis-e à la législation sur le personnel de l'Etat.

² Der Direktionsrat wählt zu Beginn jeder Amtsperiode seine Präsidentin oder seinen Präsidenten und seine Vizepräsidentin oder seinen Vizepräsidenten.

³ Er tritt mindestens zweimal jährlich zusammen.

⁴ Die Direktorin oder der Direktor nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

⁵ Das Sekretariat wird von der Verwaltung der FHF-SA besorgt.

Art. 9 b) Befugnisse

¹ Der Direktionsrat ist für den strategischen Betrieb der FHF-SA verantwortlich und sorgt dafür, dass die Ziele der Schule erreicht und ihre Aufgaben erfüllt werden.

² Ausserdem übt er folgende Befugnisse aus:

- a) Er beteiligt sich an der Erstellung der Entwicklungspläne der Abteilungen und Studiengänge. Die Entwicklungspläne müssen vom Führungsausschuss FH-GS genehmigt werden.
- b) Er beschliesst zuhanden des Staatsrats den Voranschlag und die Jahresrechnung der FHS-SA.
- c) Er erlässt die internen Reglemente der FHS-SA.
- d) Er macht Vorschläge zur Anstellung der Direktorin oder des Direktors.
- e) Er nimmt zuhanden der Direktion Stellung zur Anstellung der stellvertretenden Direktorin oder des stellvertretenden Direktors, der Abteilungs- oder Studiengangverantwortlichen und der Verwalterin oder des Verwalters.
- f) Er sorgt dafür, dass die FHF-SA die Entscheide und Vorschriften der FH-GS und der zuständigen Behörden einhält, und achtet auf einen reibungslosen Betrieb der Schule.
- g) Er bespricht und regelt gegebenenfalls wichtige Fragen der allgemeinen Politik der Schule, insbesondere bei der Personal- und Finanzverwaltung, den Studiengängen, der anwendungsorientierten Forschung und Entwicklung und der Zusammenarbeit mit Dritten.

Art. 10 Direktorin oder Direktor der Schule

a) Im Allgemeinen

¹ Die FHF-SA wird von einer Direktorin oder einem Direktor geleitet, die oder der vom Staatsrat ernannt wird und der Personalgesetzgebung des Staates untersteht.

² Le directeur ou la directrice peut être assisté-e par un directeur adjoint ou une directrice adjointe et/ou un administrateur ou une administratrice.

³ Le directeur ou la directrice doit être au bénéfice d'une formation scientifique et pédagogique ainsi que d'une expérience en matière de gestion.

Art. 11 b) Compétences

Le directeur ou la directrice assume la direction de l'Ecole sur les plans pédagogique, financier et administratif. Il ou elle exerce notamment les compétences suivantes:

- a) il ou elle dirige l'Ecole et est responsable de la bonne marche de l'établissement dans les domaines de la formation de base et continue, de la recherche et du développement, des prestations à des tiers et des ressources humaines;
- b) dans une perspective interdisciplinaire, il ou elle coordonne les missions de l'établissement et dégage et exploite les synergies qui en résultent;
- c) il ou elle assure la coordination des projets et mandats de recherche;
- d) il ou elle veille à la qualité de la formation et des autres prestations de l'Ecole;
- e) il ou elle prononce les sanctions disciplinaires prévues à l'article 24 de la présente loi;
- f) il ou elle propose au Comité de direction l'adoption des règlements internes;
- g) il ou elle institue les commissions internes;
- h) il ou elle propose l'engagement des responsables de département ou de filiale, du directeur adjoint ou de la directrice adjointe ainsi que de l'administrateur ou de l'administratrice, à l'intention du Comité de direction pour préavis;
- i) il ou elle propose l'engagement du corps professoral, des assistants et assistantes de recherche ainsi que des collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques, à l'intention de la Direction;
- j) il ou elle prépare, à l'intention du Comité de direction, le projet de budget, les comptes et le rapport de gestion de l'Ecole;
- k) il ou elle met en œuvre les décisions du Comité de direction et traite les affaires courantes;

² Die Direktorin oder der Direktor kann von einer Stellvertreterin oder einem Stellvertreter sowie einer Verwalterin oder einem Verwalter unterstützt werden.

³ Die Direktorin oder der Direktor muss eine geeignete wissenschaftliche und pädagogische Ausbildung sowie Verwaltungserfahrung nachweisen.

Art. 11 b) Befugnisse

Die Direktorin oder der Direktor hat die pädagogische, finanzielle und administrative Leitung der Schule inne. Diese Person übt namentlich folgende Befugnisse aus:

- a) Sie leitet die Schule und ist verantwortlich für einen reibungslosen Betrieb in den Bereichen Grund- und Nachdiplomausbildung, Forschung und Entwicklung, Dienstleistungen für Dritte und Personalwesen.
- b) Im Hinblick auf die Förderung der interdisziplinären Zusammenarbeit koordiniert sie die verschiedenen Aufgaben der FHF-SA und schöpft die sich daraus ergebenden Synergien aus.
- c) Sie stellt die Koordination von Forschungsprojekten und -aufträgen sicher.
- d) Sie ist für die Qualität der Ausbildung und der übrigen Dienstleistungen der Schule verantwortlich.
- e) Sie spricht die in Artikel 25 dieses Gesetzes festgelegten Disziplinarmaßnahmen aus.
- f) Sie entwirft die internen Reglemente zuhanden des Direktionsrats.
- g) Sie setzt die schulinternen Kommissionen ein.
- h) Sie beantragt beim Direktionsrat zwecks Stellungnahme die Anstellung der Abteilungs- und Studiengangsverantwortlichen, der stellvertretenden Direktorin oder des stellvertretenden Direktors sowie der Verwalterin oder des Verwalters.
- i) Sie beantragt bei der Direktion die Anstellung der Dozentinnen und Dozenten, der Forschungsassistentinnen und Forschungsassistenten sowie der administrativen und technischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.
- j) Sie erarbeitet den Entwurf für den Voranschlag, die Finanzplanung, die Jahresrechnung und den Tätigkeitsbericht zuhanden des Direktionsrates.
- k) Sie setzt die Entscheide des Direktionsrates um und behandelt die laufenden Geschäfte.

- l) il ou elle représente, personnellement ou par délégation, la HEF-TS à l'extérieur et, dans ce cadre, assure notamment la liaison avec les autorités ainsi qu'avec tous les milieux intéressés des secteurs scientifiques et professionnels.

Art. 12 Structure de l'Ecole

¹ L'Ecole est divisée en départements et filières de formation.

² Chaque département et filière est dirigé par un ou une responsable.

CHAPITRE 4

Personnel

Art. 13 Généralités

Le personnel de la HEF-TS comprend notamment:

- a) le corps professoral formé des professeur-e-s et des chargé-e-s de cours;
- b) les collaborateurs et collaboratrices scientifiques et les assistants et assistantes de recherche;
- c) les collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques.

Art. 14 Statut

¹ Le personnel est régi par la législation sur le personnel de l'Etat, dans la mesure où la présente loi ou ses dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières. Il peut être soumis en outre aux conditions cadres édictées par la HES-S2.

² Le personnel peut être tenu d'exercer son activité dans d'autres sites de la HES-S2.

³ Le personnel est subordonné au directeur ou à la directrice de l'Ecole.

⁴ Il est consulté sur les questions qui le concernent et peut se constituer en assemblée du personnel reconnue par la Direction.

Art. 15 Corps professoral

a) Fonctions

Le corps professoral est chargé de l'enseignement, de la recherche appliquée et du développement, de la formation continue ainsi que des prestations à des tiers.

- l) Sie vertritt die FHF-SA persönlich oder durch eine delegierte Person gegen aussen und gewährleistet dabei insbesondere die Verbindung zu den Behörden sowie zu den interessierten Wissenschafts- und Berufskreisen.

Art. 12 Gliederung der Schule

¹ Die Schule ist in Abteilungen und Studiengänge unterteilt.

² Jede Abteilung und jeder Studiengang wird von einer oder einem Verantwortlichen geleitet.

4. KAPITEL

Personal

Art. 13 Allgemeines

Zum Personal der FHF-SA gehören insbesondere:

- a) die Dozentinnen und Dozenten und die Lehrbeauftragten; sie bilden die Dozierendenschaft;
- b) die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und die Forschungsassistentinnen und Forschungsassistenten;
- c) die administrativen und technischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

Art. 14 Stellung

¹ Das Personal untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit dieses Gesetz oder seine Ausführungsbestimmungen nicht besondere Vorschriften festlegen. Es kann zudem den Rahmenbedingungen der FH-GS unterstellt werden.

² Das Personal kann verpflichtet werden, seine Tätigkeit an anderen Ausbildungsstätten der FH-GS auszuüben.

³ Es ist der Direktorin oder dem Direktor der Schule unterstellt.

⁴ Es wird zu Fragen, die es betrifft, angehört, und kann eine von der Direktion anerkannte Personalvereinigung gründen.

Art. 15 Dozierendenschaft

a) Aufgaben

Zu den Aufgaben der Dozierendenschaft gehören die Lehre, die anwendungsorientierte Forschung, die Entwicklung, die Weiterbildungsveranstaltungen sowie die Dienstleistungen für Dritte.

Art. 16 b) Qualifications

¹ Les membres du corps professoral doivent être titulaires d'un diplôme d'une haute école, faire preuve d'intérêt pour la recherche et justifier d'une qualification didactique. L'enseignement spécifique, au sens de la législation fédérale, requiert en outre une expérience professionnelle de plusieurs années.

² L'autorité d'engagement peut, à titre exceptionnel, renoncer à exiger un diplôme d'une haute école, si la preuve de la compétence est apportée autrement.

³ Le corps professoral a le droit et le devoir d'assurer son perfectionnement professionnel.

⁴ Il adapte régulièrement ses programmes d'enseignement à l'évolution scientifique et didactique.

Art. 17 c) Démission

¹ Les professeur-e-s et les chargé-e-s de cours peuvent se démettre de leurs fonctions pour la fin d'une année académique, moyennant un préavis de respectivement six et trois mois.

² Une démission ne peut être acceptée pour un autre terme qu'en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent.

Art. 18 d) Participation

Le corps professoral se réunit régulièrement, sous la présidence du directeur ou de la directrice de l'Ecole, pour débattre les questions liées aux activités et au fonctionnement de l'établissement.

Art. 19 Collaborateurs et collaboratrices scientifiques et assistants et assistantes de recherche

Les collaborateurs et collaboratrices scientifiques et les assistants et assistantes de recherche apportent leur contribution à l'enseignement, à la recherche appliquée et au développement, à la formation continue et aux prestations à des tiers.

Art. 20 Collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques

Les collaborateurs et collaboratrices de l'administration assurent, dans leur domaine, une bonne gestion de l'établissement, dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Art. 16 b) Anforderungen

¹ Die Mitglieder der Dozierendenschaft müssen eine abgeschlossene Hochschulausbildung, Forschungsinteresse und didaktische Qualifikationen nachweisen. Der Unterricht in den richtungsspezifischen Fächern gemäss Bundesgesetzgebung setzt zudem mehrjährige Berufserfahrung voraus.

² Die Anstellungsbehörde kann ausnahmsweise vom Erfordernis des Hochschulabschlusses absehen, wenn die fachliche Eignung auf andere Weise nachgewiesen wird.

³ Die Dozierendenschaft hat das Recht und die Pflicht, sich beruflich weiterzubilden.

⁴ Sie passt den Unterrichtsstoff laufend der fachspezifischen und didaktischen Entwicklung an.

Art. 17 c) Rücktritt

¹ Die Dozentinnen und Dozenten und die Lehrbeauftragten können von ihrem Amt auf Ende eines akademischen Jahres mit einer Kündigungsfrist von sechs beziehungsweise drei Monaten zurücktreten.

² Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt wird nur aus wichtigen Gründen oder nach Absprache zwischen den Parteien angenommen.

Art. 18 d) Mitbestimmung

Die Dozierendenschaft versammelt sich regelmässig unter dem Vorsitz der Direktorin oder des Direktors, um Fragen im Zusammenhang mit den Aktivitäten und dem Betrieb der Schule zu besprechen.

Art. 19 Wissenschaftliche Mitarbeitende und Forschungsassistentinnen und -assistenten

Die wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und die Forschungsassistentinnen und -assistenten sind in den Bereichen Lehre, anwendungsorientierte Forschung, Entwicklung, Weiterbildung und Dienstleistungen für Dritte tätig.

Art. 20 Administrative und technische Mitarbeitende

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Verwaltung sind in ihren Bereichen im Rahmen der ihnen anvertrauten Aufgaben für eine reibungslose Verwaltung der Schule verantwortlich.

CHAPITRE 5

Etudiants et étudiantes

Art. 21 Admission

¹ Sont admises à la HEF-TS les personnes qui répondent aux critères fixés par la législation fédérale et, le cas échéant, par la HES-S2.

² Les admissions peuvent être régulées en fonction des places de formation disponibles.

Art. 22 Etudes

¹ La HEF-TS propose des études sanctionnées par un diplôme au sens de la législation fédérale.

² L'organisation des études, l'évaluation des connaissances, la promotion et la certification finale sont fixées par le règlement d'exécution de la présente loi et la réglementation de la HES-S2.

Art. 23 Obligations

¹ Les étudiants et étudiantes sont tenus de fréquenter les cours et d'effectuer les périodes de formation pratique organisées par l'Ecole, quel qu'en soit le lieu.

² Ils ont l'obligation de se conformer à la réglementation et aux directives de leur Ecole.

Art. 24 Sanctions disciplinaires

¹ L'étudiant ou l'étudiante qui viole des dispositions normatives, dont l'absence injustifiée se prolonge ou qui perturbe par son comportement le déroulement normal des périodes d'enseignement, modules de formation et travaux pratiques ainsi que celui des périodes de formation pratique est passible des sanctions disciplinaires suivantes, prononcées par la direction de la HEF-TS:

- a) l'avertissement;
- b) le blâme;
- c) la suspension d'une période d'enseignement ou d'un module de formation;
- d) l'exclusion d'une période d'enseignement, d'un module de formation, d'une séance d'évaluation ou d'examen ou d'une période de formation pratique;
- e) l'exclusion de l'Ecole.

² Avant le prononcé d'une sanction, l'étudiant ou l'étudiante doit être entendu-e.

5. KAPITEL

Studierende

Art. 21 Zulassung

¹ Zum Studium an der FHF-SA wird zugelassen, wer die Kriterien der Gesetzgebung des Bundes und gegebenenfalls diejenigen der FH-GS erfüllt.

² Die Zulassung kann aufgrund der vorhandenen Ausbildungs- und Praktikumsplätze reguliert werden.

Art. 22 Studium

¹ Die FHF-SA bietet Diplomstudien im Sinne der Bundesgesetzgebung an.

² Studienorganisation, Prüfungen, Promotion und Schlussprüfungen werden im Ausführungsreglement zu diesem Gesetz und in den Reglementen der FH-GS festgelegt.

Art. 23 Pflichten

¹ Die Studierenden sind verpflichtet, den Unterricht zu besuchen und die von der Schule organisierten Praktika zu absolvieren, wo immer diese auch stattfinden.

² Sie müssen die Reglemente und Richtlinien der Schule einhalten.

Art. 24 Disziplinar massnahmen

¹ Wenn Studierende gesetzliche oder reglementarische Bestimmungen verletzen, unentschuldig dem Unterricht fernbleiben oder durch ihr Verhalten den Unterricht, die Ausbildungs module oder Praktika stören, erlässt die Direktion der FHS-SA folgende Disziplinar massnahmen:

- a) Verwarnung;
- b) Verweis;
- c) vorläufiger Ausschluss vom Unterricht oder von einem Ausbildungs modul;
- d) Ausschluss vom Unterricht, von einem Ausbildungs modul, von einer Beurteilung, einem Examen oder einem Praktikum;
- e) Ausschluss von der Schule.

² Die Studentin oder der Student muss vorgängig angehört werden.

Art. 25 Fraude

Toute fraude ou tentative de fraude dans le processus d'évaluation peut entraîner la non-acquisition des crédits European Credit Transfer System (ECTS) correspondants, le refus du diplôme, voire son annulation.

Art. 26 Taxes de cours et contributions particulières

¹ Le montant des taxes de cours est arrêté par le Conseil d'Etat, sur la base des décisions du Comité stratégique de la HES-S2.

² La HEF-TS peut, avec l'accord de la HES-S2, prélever des contributions aux frais d'études pour certaines prestations particulières.

Art. 27 Participation

¹ Les étudiants et étudiantes peuvent créer une assemblée reconnue par la direction de l'Ecole.

² Ils élisent un représentant ou une représentante au Comité de direction.

³ Ils sont consultés sur les sujets qui les concernent.

CHAPITRE 6

Financement

Art. 28 Financement

L'Etat supporte les frais d'investissements et les frais de fonctionnement de l'Ecole, sous réserve des ressources provenant de la Confédération, de la HES-S2, d'autres cantons, des écolages et d'autres participations des personnes en formation.

Art. 29 Bâtiments

L'Etat met à la disposition de la HEF-TS les bâtiments dont elle a besoin et en assure l'entretien.

Art. 30 Fonds de recherche appliquée et de développement a) Buts et financement

¹ La HEF-TS dispose d'un Fonds de recherche appliquée et de développement (ci-après: le Fonds), dont le capital et les revenus sont affectés au financement de ces activités.

Art. 25 Betrug

Jeglicher Betrug oder Betrugsversuch im Beurteilungsprozess kann die Nicht-Anrechnung der entsprechenden ECTS-Credits (European Credit Transfer System), die Verweigerung des Diploms oder dessen Annullierung nach sich ziehen.

Art. 26 Kursgebühr und besondere Beiträge

¹ Der Staatsrat legt aufgrund der Entscheide des Strategischen Ausschusses der FH-GS die Kursgebühren fest.

² Im Einvernehmen mit der FH-GS kann die FHS-SA für bestimmte besondere Leistungen Beiträge an die Studienkosten erheben.

Art. 27 Mitbestimmung

¹ Die Studierenden können eine von der Direktion der Schule anerkannte Vereinigung gründen.

² Eine von den Studierenden gewählte Vertreterin oder ein Vertreter ist Mitglied des Direktionsrates.

³ Sie werden zu Geschäften, die sie betreffen, angehört.

6. KAPITEL

Finanzierung

Art. 28 Finanzierung

Der Staat trägt die Investitions- und Betriebskosten der Schule. Die Beiträge des Bundes, der FH-GS und anderer Kantone sowie Kursgebühren und andere Beteiligungen der Studierenden bleiben vorbehalten.

Art. 29 Gebäude

Der Staat stellt der FHF-SA die nötigen Gebäude zur Verfügung und sorgt für deren Unterhalt.

Art. 30 Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung a) Zweck und Finanzierung

¹ Die FHF-SA verfügt über einen Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung (der Fonds), dessen Kapital und Ertrag zur Finanzierung dieser Aktivitäten eingesetzt wird.

² Le Fonds est alimenté par:

- a) une partie du produit de l'activité de l'Ecole dans les domaines de la recherche appliquée et du développement, du transfert du savoir et des prestations à des tiers;
- b) des dons, legs et autres contributions semblables.

³ Il sert à couvrir notamment les frais de lancement des projets de recherche appliquée et de développement.

Art. 31 b) Gestion et contrôle

¹ Le Fonds est géré par un comité de gestion formé du directeur ou de la directrice de la HEF-TS qui le préside et de trois membres désignés par le Comité de direction.

² La gestion du Fonds fait l'objet d'un contrôle de l'Inspection des finances.

Art. 32 c) Modalités

¹ Le règlement d'exécution fixe les modalités de la collaboration de la HEF-TS avec des tiers et les conditions d'utilisation du Fonds.

² La HEF-TS tient à jour un inventaire permanent des projets, du personnel et des contrats se rapportant aux activités de recherche appliquée et de développement, de prestations à des tiers et de formation continue. Cet inventaire peut faire l'objet de contrôles par la Direction.

CHAPITRE 7

Voies de droit

Art. 33 Décisions relatives au statut des étudiants et étudiantes

a) Réclamation

¹ Les décisions prises par la HEF-TS envers les candidats et candidates et les étudiants et étudiantes, notamment au sujet de l'admission, de la promotion, des examens, de la certification finale, et toute mesure pouvant conduire à l'exclusion de la formation peuvent faire l'objet d'une réclamation auprès du directeur ou de la directrice de l'Ecole dans un délai de dix jours.

² L'autorité de réclamation statue à bref délai.

³ Le règlement d'exécution arrête la procédure de réclamation.

² Der Fonds wird gespeist durch:

- a) einen Teil des Gewinns aus der Aktivität der Schule in den Bereichen anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung, Wissenstransfer und Dienstleistungen für Dritte;
- b) Schenkungen, Vermächtnisse und weitere ähnliche Beiträge.

³ Er deckt die Kosten der Lancierung von Projekten der anwendungsorientierten Forschung und der Entwicklung.

Art. 31 b) Verwaltung und Kontrolle

¹ Der Fonds wird von einem Ausschuss verwaltet, dem die Direktorin oder der Direktor als Präsidentin oder Präsident, und drei weitere Mitglieder, die vom Direktionsrat bezeichnet werden, angehören.

² Die Verwaltung des Fonds wird vom Finanzinspektorat kontrolliert.

Art. 32 c) Modalitäten

¹ Das Ausführungsreglement legt die Modalitäten der Zusammenarbeit der FHF-SA mit Dritten und die Bedingungen für die Verwendung des Fonds fest.

² Die FHF-SA führt ein ständig aktualisiertes Verzeichnis der Projekte, des Personals und der Verträge für den Bereich der anwendungsorientierten Forschung und Entwicklung, der Dienstleistungen für Dritte und der Weiterbildung. Dieses Verzeichnis kann von der Direktion kontrolliert werden.

7. KAPITEL

Rechtsmittel

Art. 33 Entscheide über die Stellung der Studierenden

a) Einsprache

¹ Gegen jeden Entscheid der FHF-SA gegenüber von Kandidatinnen und Kandidaten und Studierende, besonders über Zulassung, Beförderung, Prüfungen, Abschlusszertifizierungen, und gegen jede weitere Massnahme, die zum Abschluss von der Ausbildung führen kann, kann innert zehn Tagen bei der Direktorin oder beim Direktor Einsprache erhoben werden.

² Die Einsprachebehörde entscheidet innert Kürze.

³ Das Ausführungsreglement legt das Einspracheverfahren fest.

Art. 34 b) Recours

¹ Toute décision prise sur réclamation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Direction.

² La décision de la Direction peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours à la Commission de recours HES-S2. La procédure est régie par la Convention intercantonale du 6 juillet 2001 créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande et ses règlements d'exécution.

Art. 35 Autres décisions

Les autres décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 36 Plainte

¹ Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, l'étudiant ou l'étudiante ou la personne en formation peut déposer une plainte contre les actes ou les omissions d'un ou d'une professeur-e, d'un ou d'une responsable ou du directeur ou de la directrice de l'Ecole qui l'atteignent personnellement et gravement et qui violent des dispositions de la présente loi ou des règlements.

² L'autorité de plainte statue sur le bien-fondé de la plainte et en informe le plaignant.

³ Le plaignant peut recourir dans les dix jours contre la décision qui déclare la plainte irrecevable ou mal fondée ou qui met des frais de procédure à sa charge.

⁴ Le Conseil d'Etat désigne les autorités de plainte et règle la procédure.

CHAPITRE 8

Dispositions finales

Art. 37 Droit transitoire

Les étudiants et étudiantes qui ont commencé leur formation antérieurement au premier cycle d'études HES restent régis par les anciennes dispositions.

Art. 38 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 34 b) Beschwerde

¹ Gegen jeden Einspracheentscheid kann innert zehn Tagen bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

² Gegen den Entscheid der Direktion kann innert dreissig Tagen bei der Rekurskommission FH-GS Beschwerde eingereicht werden. Das Verfahren wird durch die Interkantonale Vereinbarung vom 6. Juli 2001 über die Errichtung der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit und ihre Reglemente geregelt.

Art. 35 Andere Entscheide

Gegen andere Entscheide, die in Anwendung dieses Gesetzes getroffen werden, kann gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde erhoben werden.

Art. 36 Aufsichtsbeschwerde

¹ Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder der Beschwerde nicht gegeben, so können die Studierenden Aufsichtsbeschwerde einreichen gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Dozentin oder eines Dozenten, einer Verantwortlichen oder eines Verantwortlichen, der Direktorin oder des Direktors, die sie persönlich und schwer wiegend treffen und gegen die Bestimmungen dieses Gesetzes oder von Reglementen verstossen.

² Die Beschwerdeinstanz beurteilt, ob die Beschwerde begründet ist, und informiert die Beschwerdeführerin oder den Beschwerdeführer.

³ Die Beschwerdeführerin oder der Beschwerdeführer kann innert zehn Tagen gegen den Entscheid, der die Aufsichtsbeschwerde als unzulässig erklärt oder abweist oder Verfahrenskosten auferlegt, Beschwerde erheben.

⁴ Der Staatsrat bezeichnet die Beschwerdebehörden und regelt das Verfahren.

8. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 37 Übergangsrecht

Für Studierende, die ihr Studium vor dem ersten FH-Studienzyklus begonnen haben, gelten die bisherigen Bestimmungen.

Art. 38 Inkrafttreten

Der Staatsrat legt das Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes fest.